PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ VOUS!

VOIX OUVRIERE

POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE

MARDI 18 AVRIL 1967 — N° 80

0,50 F

POUR QUE LA LUTTE SOIT PAYANTE

Éditorial des Bulletins d'Entreprises

LA vague gréviste continue et se développe. Là où des accords minables ont amené les travailleurs à reprendre la rage au cœur de nouveaux conflits reparaissent. Rhodiaceta Lyon-Vaise s'est remis en grève plusieurs jours. Chez Berliet, sur des initiatives spontanées des débrayages recommencent. Le conflit des mineurs de fer de Lorraine se durcit, celui des mensuels de Saint-Nazaire dure depuis plus de 6 semaines. Ces conflits tournent autour de deux problèmes essentiels. Pour les uns c'est une question de maintien de l'emploi et du salaire. Pour les autres il s'agit d'un rattrapage de salaires de certains secteurs de province sur les salaires parisiens.

Le patronat durcit ses positions. Pour lui il n'est pas question de satisfaire des revendications qui vont au delà des limites fixées par le Ve Plan gouvernemental. La raison c'est qu'il faut faire face à la concurrence internationale. Le gouvernement qui avant les élections avait laissé entendre par certains de ses représentants tels Capitant, Vallon et même Malraux que la nouvelle législature de la Ve République se pencherait avant tout sur les questions sociales, reprend ses billes et en fait de social essaie une nouvelle fois d'amorcer une attaque contre la Sécurité sociale.

Les travailleurs, eux, fixent leurs objectifs au niveau de leurs propres difficultés locales et cela est normal. Les organisations syndicales quant à elles, soucieuses de ne pas contribuer à l'élargissement des conflits, limitent les objectifs à des revendications locales et saisissent toutes les occasions pour arrêter la lutte dès que la moindre proposition patronale leur offre la possibilité de conclure un accord. D'ailleurs, pour elles, la seule revendication qu'elles posent c'est : « la reprise de véritables discussions ».

Les conflits continuent et se développent, mais leurs chances d'un succès important et durable résident dans l'extension de la lutte pour des objectifs généraux.

Actuellement les syndicats organisent la défense isolée de revendications locales, là où les travailleurs les plus combattifs passent à l'offensive. Toute leur politique consiste à manœuvrer pour détacher les objectifs de luttes locaux du contexte général.

Les travailleurs qui luttent avec une combattivité et une ténacité dignes de tous éloges restent malgré tout prisonniers de cette tactique et n'ont pu jusqu'ici surmonter l'isolement qu'organisent les syndicats. L'exemple le plus typique de cette tactique est celui de Saint-Nazaire où les mensuels en grève jouent à cache-cache avec les ouvriers lock-outés sans avoir jamais pu faire la jonction de leurs forces. Pourtant les revendications sont finalement valables pour tous les travailleurs.

Il s'agit d'imposer des salaires qui permettent un niveau de vie compatible avec les moyens de notre époque.

Il s'agit de garantir la sécurité de ces salaires avec des conditions de travail également dignes de notre époque.

Pour cela, il faut unifier la lutte de tous les travailleurs pour la réalisation d'un programme commun à tous.

1° Augmentation générale des salaires et unification des salaires des différentes branches d'industrie : les patrons estiment que l'évolution économique entraîne des restructurations permanentes ; pour que le « recyclage » soit possible, il faut que les travailleurs soient assurés de retrouver les mêmes conditions de rémunérations quand les conditions économiques les obligent à passer d'un emploi à un autre.

Augmentation minimum de 200 F par mois. Pas de salaire de base inférieur à 1000 F.

2° Diminution du temps de travail. — Pour la semaine de 30 heures.

3° Pas de chômage. Diminution des horaires de travail en fonction de la main-d'œuvre disponible sans diminution de salaires. Obligation pour le patronat de prévoir le reclassement de la main-d'œuvre rendue disponible par ses réorganisations économiques ou techniques, obligation pour lui de verser les salaires intégralement tant que ce reclassement n'a pu être effectué. Les patrons répondront que ce n'est pas possible. Or, la technique permet de diminuer la peine des hommes et d'améliorer leur bien-être. Si l'organisation capitaliste de la société ne le permet pas c'est que le système est mauvais et qu'il faut le changer.

Mais nous, travailleurs, nous ne voulons pas des miettes, toujous plus réduites de leur profit.

Nous voulons notre part, toute notre part et nous devons lutter tous ensemble pour l'obtenir.

Editorial des Bulletins d'entreprises.

La lutte a repris à Rhodiaceta

LYON VAISE

JEUDI dernier 13 avril, les ouvriers des 4 x 8, à l'usine Rhodiaceta de Lyon-Vaise, se remettaient en lutte, trois semaines après la longue grève que l'ensemble des travailleurs de l'usine a menée au mois de mars. On sait que ces équipes avaient alors voulu s'opposer à la reprise du travail dans les conditions acceptées par les syndicats auprès des patrons, le 21 mars. Finalement, elles avaient dû reprendre elles aussi, sous la pression des dirigeants syndicaux qui étaient parvenus à isoler ces travailleurs particulièrement combatifs.

Depuis lors, des discussions ont eu lieu entre syndicats et patrons, mais elles n'aboutissaient à rien, et, excédés, les ouvriers des 4 x 8, n'attendirent pas plus pour se remettre en lutte. A l'heure ou nous écrivons, ils doivent en principe reprendre le travail le lundi 17 avril, ayant par ces deux journées de grève obtenu quelques avantages particuliers.

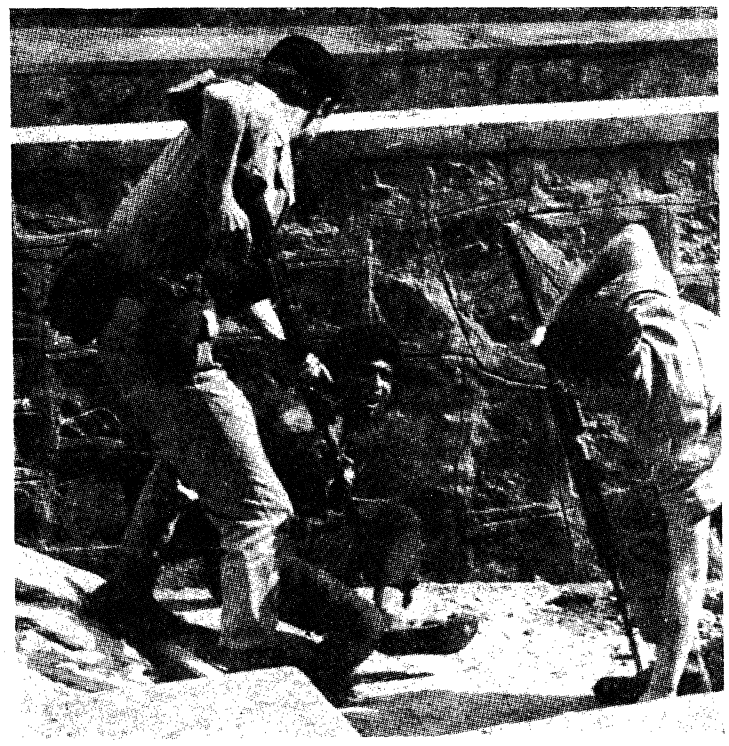
La combativité des ouvriers de ces équipes est certes exceptionnelle, mais dans toute l'usine de Vaise, il règne depuis la reprise du travail, une combativité réelle. Le 5 avril, un débrayage a eu lieu pour protester contre l'intervention des CRS à l'usine de Belle-Etoile. Au Centre Gorge de Loup, des cahiers de revendications sont élaborés dans divers services et la demande d'augmentation des salaires y figure en bonne place. Un service (DPN) a effectué un débrayage d'une heure le 5, et les travailleurs sont allés s'installer devant le bureau de leur chef de service pour « appuyer » les discussions menées par les délégués sur leurs revendications.

Il faut dire que la Direction, qui a pu se sentir assez sûre d'elle puisque les travailleurs de Rhodia avaient repris le travail sur les maigres avantages qu'elle avait cédés, essaie par divers moyens de reprendre une offensive que la violente colère des travailleurs avait voulu enrayer. La grande « victoire » que les syndicats brandissent se traduit en fait par quelques petits avantages, mais les « programmes prévisionnels » sur 4 mois qu'ils ont obtenus sur le problème des journées chômées n'empêchent pas les bruits de chômage de persister (la Direction semble « tâter le terrain », quitte à revenir en arrière devant les réactions). Et, ce qui est un comble, quand on se souvient que la grève était partie de Besançon sur le fait que la Direction ne compensait pas les journées chômées périodiques (demandant aux ouvriers de les prendre sur leurs congés), ce qui est un comble, c'est que depuis la reprise elle prétend faire récupérer... les journées de grève ! Les bruits n'avaient d'abord rien d'officiel, puis les notes ont été af-

Suite page 4.

ADEN : L'IMPÉRIALISME ANGLAIS A L'ŒUVRE

ADEN, l'un des seize territoires de la Fédération de l'Arabie du Sud, actuellement sous domination anglaise, lutte pour son indépendance depuis plus de trois ans, et le combat a pris ces jours-ci, à l'occasion de la venue d'une mission de l'O.N.U., une tournure très comparable aux « incidents » qui se sont déroulés quelques jours plus tôt à Djibouti. 16 morts et 23 blessés parmi la population, tel est le bilan d'une semaine de manifestations de rues contre la présence anglaise à Aden.



Pourtant, la Fédération de l'Arabie du Sud doit accéder à l'indépendance au plus tard en 1968. Mais depuis quelque 70 ans de « présence » en Arabie, l'Angleterre n'a su apporter à la population arabe qu'une domination supplémentaire à celle des féodaux. En effet cette contrée est la seule au monde où l'esclavage est encore maintenu comme une institution légale. Et pour maintenir l'ordre parmi les 250.000 habitants que compte Aden, il ne faut pas moins de 14.000 hommes de troupe !

Excédée par la domination coloniale, encouragée d'autre part, par la présence de la R.A.U. et par le coup d'Etat pro-nassérien de 1962 au Yémen, Aden ne cesse depuis 64 de lutter à la fois contre la domination de l'impérialisme anglais et contre les féodaux qui ont partie liée avec lui.

Suite page 3.

MANIFESTATIONS AUX U.S.A. contre la guerre au Vietnam

ORGANISEES par le « Comité du printemps pour la cessation de la guerre au Vietnam » les deux manifestations qui se sont déroulées samedi 15 avril à New-York et à San-Francisco ont permis à des centaines de milliers de personnes de manifester leur opposition à la sale guerre que mène l'impérialisme américain dans le Sud-Est asiatique.

Ces manifestations, les plus importantes depuis le début de l'intervention américaine, sont venues clore la « semaine anti-guerre » qui avait déjà vu la participation de milliers de personnes à des meetings de protestation, des réunions-débats et à des séances de tribunaux publics. Depuis jeudi soir, des milliers de manifestants, venus des quatre coins du pays, convergeaient vers New-York et San Francisco. Et samedi, les manifestations ont revêtu l'ampleur escomptée puisqu'on a pu évaluer à près de 200.000 le nombre des manifestants de New-York.

L'élément le plus important de la manifestation de New-York est sans doute la participation massive des Noirs. Jamais auparavant les noirs ne s'étaient joints, par dizaines de milliers, à une protestation contre l'agression au Vietnam. Bien sûr, des militants noirs avaient pris position contre la guerre et, lorsque dans les ghettos de Harlem ou de Watts, la police se heurtait à la population, de nombreux slogans jaillissaient spontanément, tels que : « Foutez le camp d'ici et du Vietnam. » Il n'en demeure pas moins vrai que la mobilisation de samedi dernier a été un pas en avant dans la prise de conscience des masses exploitées de la communauté noire, de la nécessité de combattre l'impérialisme américain. De plus en plus nombreux sont ceux qui comprennent, plus ou moins clairement, que la lutte pour l'égalité civique est inséparable de la lutte contre la bourgeoisie américaine et sa politique d'extermination au Vietnam.

Partis du cœur de Harlem, des dizaines de milliers de manifestants se sont ébranlés vers Central Park en arborant d'innombrables pancartes où on pouvait lire :

« Aucun vietnamien ne m'a traité de sale nègre. »

Suite page 8.

L'ÉCHEC DES TRAVAILLISTES AUX ÉLECTIONS MUNICIPALES BRITANNIQUES

LES gouvernements au pouvoir s'usent vite. Et les gouvernements de gauche, encore plus vite que les autres. Cela ne tient pas à la fatalité, mais tout simplement à la politique qu'ils mènent. Témoin le gouvernement Wilson, qui vient d'essuyer aux élections municipales du Grand Londres, une remarquable défaite, en la personne du Parti travailliste.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : les conservateurs emportent 82 des 100 sièges à pourvoir. En 1964, les travaillistes s'étaient assurés 64 sièges contre 36 aux conservateurs. Fait plus caractéristique encore, la défaite des travaillistes est la première, à Londres, depuis 33 ans ! Et ce que la presse a qualifié de « raz-de-marée conservateur » s'est manifesté également en province. Dans les 58 comtés où les élections ont eu lieu, les « tories » ont enregistré des gains considérables, enlevant la majorité dans 11 comtés autrefois travaillistes. Au total les pertes travaillistes se montent à 183 sièges et les gains conservateurs à 199. Il faut ajouter que les abstentions ont été très nombreuses : 58,9 % contre 55,9 % en 1964 et que les partis libéraux et indépendants ont accusé eux aussi des pertes sensibles. Une partie de l'électorat traditionnellement travailliste n'a donc pas été voter, et une partie plus nombreuse encore a voté conservateur.

Les Tories exultent. Pour eux, l'opération Wilson est tout à fait payante. Appelé au pouvoir avec la bénédiction des conservateurs, pour résoudre la crise économique et monétaire de la Grande-Bretagne, le parti travailliste s'est montré « un gérant loyal du capitalisme » : austérité, blocage des salaires, élévation du coût de la vie, restriction du droit de grève obtenue avec l'accord des dirigeants syndicaux, rien n'a été épargné pour sauver la livre sterling et l'économie britannique. Tous les efforts, tous les sacrifices ont été, bien entendu, demandés aux travailleurs. Cela non plus n'est pas nouveau. La bourgeoisie sait depuis longtemps, et ce n'est pas une exclusivité britannique, qu'elle peut compter sur ses bons serviteurs « socialistes ». Le réformisme n'a pas d'autre avenir que de servir, de temps en temps, de tâcheron à ses maitres capitalistes. Ce que la droite ne peut faire directement (quand elle peut s'épargner une dictature militaire ou le fascisme), elle le fait faire par la gauche chaque fois que cela est possible. Et la gauche ne lui refuse jamais son concours, trop heureuse de « servir la nation », toute bourgeoise qu'elle soit.

Les illusions que la classe ouvrière conserve à son égard, permettent à la gauche socialiste ou libérale de faire accepter par les travailleurs des mesures qui leur sont foncièrement défavorables. Bien sûr, cela ne dure qu'un temps, mais il n'en faut pas plus à la bourgeoisie pour reprendre son souffle et repartir sur des bases économiques et politiques sinon plus saines, en tout cas plus favorables. La « droite », ici les conservateurs, apparaissent alors comme des gens raisonnables et capitalisent à leur profit le discrédit des partis de gauche. Ils ont désormais les coudées plus franches pour mener leur politique, par l'intermédiaire de leurs représentants classiques. Quand cette politique mènera à son tour à une nouvelle impasse, la bourgeoisie disposera encore d'un Bevan, d'un Guy Mollet ou d'un Mendès-France pour remettre de l'ordre ou plutôt pour consolider « son » ordre.

Il ne s'agit pourtant pas d'un cercle vicieux, car une telle politique a ses propres limites : l'ampleur de la crise et les possibilités pour la bourgeoisie de la résoudre « démocratiquement », et surtout la force ou l'absence des illusions de la classe ouvrière à l'égard des réformistes et des libéraux. Car les travailleurs peuvent perdre très vite leurs illusions. Les élections municipales anglaises le prouvent.

Ce qui est caractéristique, ce n'est pas tant les gains conservateurs, une consultation électorale ne donne jamais qu'un reflet déformé du niveau de conscience des électeurs, c'est l'ampleur de l'opposition qui s'est ainsi manifestée à la politique économique de Wilson. Le mois dernier lors d'élections législatives partielles, cette même opposition s'était concrétisée par des « votes de protestation » en faveur de candidats nationalistes gallois ou écossais. Ces gains ne se sont pas retrouvés aux municipales, tant il est vrai qu'ils ne signifient pas grand-chose par eux-mêmes. Ils marquent simplement la méfiance d'une partie de l'électorat travailliste vis-à-vis de ses représentants.

Certes Wilson est encore au gouvernement pour quatre ans jusqu'aux prochaines législatives. Mais la politique, ce n'est pas seulement une question d'urnes et de propagande électorale. Déjà les travailleurs britanniques ont su manifester leur mécontentement autrement que par un bulletin de vote. De la défiance à l'offensive, le chemin n'est pas si long. La grève des marins anglais avait déjà été un sérieux avertissement ; depuis, les mouvements sociaux n'ont pas cessé. Quand les travailleurs perdent leurs illusions et quand la colère monte, il est parfois difficile même aux escrocs réformistes de contenir le mouvement. En dernier ressort l'initiative reste aux travailleurs Britanniques et c'est à l'avant-garde qu'il appartient de se montrer capable de gagner leur confiance et de conduire les luttes.

M. TOURNY

Cercle Léon Trotsky

La prochaine réunion du cercle Léon Trotsky de Paris aura lieu

LUNDI 8 MAI
Au Palais de la Mutualité, 14, rue Saint-Victor
Salle C - 1er étage. 20 h 30
sur le sujet suivant :

LE GAULLISME

N.B. — Cette réunion n'est pas publique. Les invitations sont à retirer au siège du journal, à nos permanences ou à la librairie « La Nef de Paris », 25, rue des Boulangers, Paris-5e.

Pour les jeunes employés d'assurance : UN SOUS-ENSEIGNEMENT POUR DES SOUS-AUGMENTATIONS

En vue de se procurer des « employés qualifiés » la Fédération Française des Sociétés d'Assurance organise des cours professionnels à l'Ecole Nationale d'Assurance. Au bout d'une année de cours, le jeune employé peut obtenir le C.A.P., et, au bout de 3 ans, le B.P. Ces cours du soir sont, bien entendu, pris en dehors des heures de travail, et cela représente 7 heures par semaine pour le C.A.P. et 10 h. 30 pour le B.P.

Nous ne parlons pas ici de l'enseigneemnt au rabais que constitue l'ensemble des cours et plus spécialement ceux de l'enseignement général (français, mathématiques, histoire et géographie économique). Du fait même du peu d'intérêt qu'ils présentent, les inscriptions sont peu nombreuses, la fréquentation des inscrits aléatoire et le nombre de reçus aux examens infime. Pour donner des exemples concrets, au cours de l'année 1965-1966, dans une classe préparant le C.A.P., d'une cinquantaine d'inscrits au début de l'année, le nombre tombait à une vingtaine pour l'enseignement général et à une trentaine pour les cours d'assurance au troisième trimestre. De plus, sur plusieurs dizaines de milliers de jeunes employés d'assurance de la Région parisienne, 80 ont eté reçus au C.A.P. pour cette même année.

Mais il est intéressant de savoir que ce diplôme a procuré aux heureux lauréats une augmentation d'environ 20 F par mois. Bien entendu, cette « augmentation », vu le coût de la vie, n'apparait pratiquement pas sur la paie. Quant à ceux qui ont échoué, c'est près de 240 heures qu'ils ont perdues sans compensation. Mais ces heures n'ont pas été perdues pour tout le monde. Les Compagnies d'Assurances profitent d'une qualification améliorée sans débourser un sou de plus. On comprend dans ces conditions qu'un grand nombre de jeunes employés ne sont nullement tentés par les perspectives enthousiasmantes qu'offrent les cours d'assurance.

● VU DE NOTRE FENETRE

QUAND UN GOUVERNEMENT A PEUR DES TRAVAILLEURS

Le 11 avril Johnson demandait au Congrès de prendre les mesures nécessaires pour reculer de 20 jours la menace de grève des chemins de fer à l'échelle nationale.

Johnson veut prolonger les 60 jours de discussions prévus par la législation du travail avant qu'une grève puisse être déclenchée. Il espère ainsi trouver une solution à un conflit qui, dit-il lui même, aurait des conséquences « incalculables » sur l'économie du pays et qui « affecterait de manière critique l'effort de guerre au Vietnam ». Quand de plus les transports routiers sont paralysés par un lock-out des compagnies de transports routiers, lock-out survenu à l'occasion d'un litige les opposants au syndicat des camionneurs, on voit la puissance que possèdent les travailleurs entre leurs mains. On voit aussi comment la classe ouvrière ayant des organisations révolutionnaires pourait imposer sa volonté dans ce monde malade et en terminer avec ceux qui vivent de la guerre et de l'exploitation humaine.

Le 1er avril, plus de 1.000 camionneurs d'Atlanta (USA) se sont mis spontanément en grève : leur contrat expirait le 31 mars à minuit, un nouveau contrat n'ayant pas été établi ils ont arrêté le travail à l'heure même, disant que jamais les camionneurs n'ont travaillé sans contrat.

Le 9 avril, ces mille ouvriers ayant toujours refusé de reprendre le travail (malgrès l'injonction de leur syndicat) le syndicat des patrons du camionnage a décidé de lock out de la plupart des entreprises de camionnage de tous les Etats-Unis, lockoutant ainsi plus de 200.000 camionneurs.

*

JUSTICE DE CLASSE, JUSTICE DE RACE

Aux U.S.A., un noir de 37 ans, Aaron Mitchell a été condamné à mort et exécuté dans une chambre à gaz pour avoir tué un policier.

Au même moment, dans un autre Etat des U.S.A., un policier, qui avait tué un jeune noir en le frappant à coups de matraque dans les locaux de la prison, était acquitté par la cour d'assises.

Voilà la justice au pays de la « liberté », champion du « monde libre ».

La justice n'existera que le jour où les opprimés et les exploités sauront la faire respecter. Tant que c'est la bourgeoisie qui « fait justice », voilà ce que cela donne.

*

MENACE SUR LE MONDE

La colère de la faim. Ce sont les slogans qui accompagnent la foule de visages cadavériques illustrant l'affiche annonçant la campagne contre la faim. Cette campagne a reçu la bénédiction du pape et dimanche 16, des quêtes ont été organisées sur la voie publique. Que nos gouvernants commencent donc par verser les sommes affectées au budget de guerre à la lutte contre la faim, après quoi s'ils ont besoin de fond pour la bombe atomique, ils n'auront qu'à faire la quête... mais il est douteux que cela sensibilise les gens de la rue.

La menace sur le monde existe, pour le monde capitaliste qui spolie ceux pour qui on organise actuellement des collectes et que l'on achève par la torture et le napalm lorsqu'ils ne veulent pas se résigner à accepter leur sort.

Ces hommes en colère, viendront réclamer leur dû, et leur colère retombera aussi sur nous qui nous serons contentés de verser notre obole pour les aider au lieu de lutter contre nos exploiteurs qui sont aussi les leurs.

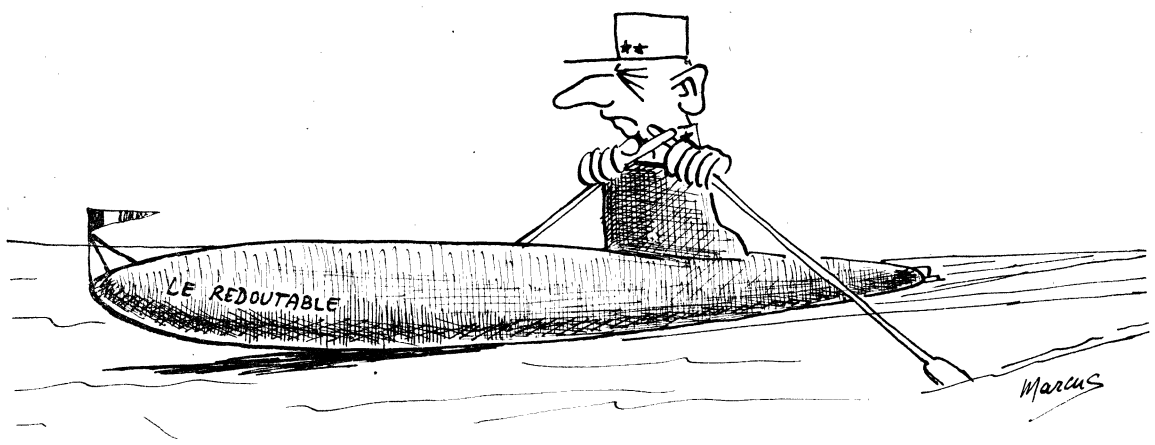
*

LA MAREE DU SIECLE

Il a suffit que le vent ne se trouve pas dans le sens prévu pour que ce soit la catastrophe et que l'on s'aperçoive que le fameux plan « Orsec » n'est que du vent. Le goudron est sur les plages et comme cela met pas mal d'intérêts en cause, industries du poisson, hôtellerie, etc., l'affaire du Torrey Cannyon est à l'ordre du jour. Ce qu'on ne dit pas mais ce que des organisations, qui s'occupent de lutte contre les pollutions déclarent c'est qu'il y a l'équivalent d'un Torrey Cannyon tous les 3 jours qui est déversé dans la mer. Sans oublier les déchets radio-actifs qui sont moins visibles que le mazout mais non moins dangeureux.

Nous ne sommes tranquilles nulle part. La course au profit ne s'embarasse pas de ces détails, et il a fallu que ce scandale éclate pour que nous nous en apercevions un peu plus.

Pour une politique de grandeur nationale



Marcus vous révèle un secret d'Etat : le moteur provisoire du « Redoutable »

Le meeting de solidarité avec Hugo Blanco et ses compagnons

La réunion publique organisée par le « Comité de Solidarité avec les emprisonnés politiques péruviens » s'est déroulée comme prévu le lundi 10 avril au Palais de la Mutualité, sous la présidence de Daniel Mayer.

Devant une nombreuse assistance, que l'on peut estimer à 1.500 personnes environ, devaient successivement prendre la parole Laurent Schwartz, Albert Paul Lentin, Yves Jouffa, Jean-Paul Sartre, le président de l'U.N.E.F., puis un représentant du Comité organisateur de la réunion.

A travers le dernier orateur, l'écrivain péruvien Mario Vargas Llosa qui évoqua la figure et la vie de certains des emprisonnés, et d'autres révolutionnaires assassinés par les forces de l'ordre, l'assistance devait rendre un chaleureux hommage à Hugo Blanco et à ses compagnons.

Enfin, le président de la réunion devait citer quelques uns des nombreux messages de sympathies reçus, et lire ceux provenant des emprisonnés péruviens eux-mêmes.

C'est aux accents de l'Internationale que l'assistance devait se séparer.

Une collecte au drapeau, organisée pour couvrir les frais de la réunion et pour permettre à la solidarité de s'exprimer de manière matérielle, devait rapporter plus de 340.000 anciens francs.

Aden : L'IMPERIALISME ANGLAIS A L'ŒUVRE

(Suite de la page 1)

Les attentats se multipliant, les grèves rencontrant un succès grandissant, l'O.N.U. s'est inquiétée du succès de la montée nationaliste et envoyait le 2 avril une mission d'enquête à Aden.

L'intervention de l'O.N.U. a eu pour effet immédiat de déclencher une grève générale à l'appel des organisations nationalistes. La grève a été totale pendant 6 jours et la population, au cours d'une manifestation de rue à crié sa haine de l'impérialisme anglais. La troupe charge à coups de crosses. On emembarque les manifestants, on les matraque, on les bourre de coups de pieds ; un manifestant, soupçonné d'avoir lancé une grenade, tombe aussitôt sous le feu des mitraillettes anglaises...

Pendant ce temps, à Londres, George Thomson, ministre d'Etat au Foreign Office, émet cyniquement le vœu que les leaders nationalistes « abandonneront l'arme barbare de la terreur pour l'arme civilisée des pourparlers ». On semble vraiment bien mal renseigné au Foreign Office sur les « armes civilisées » qu'emploient les mercenaires britanniques à Aden.

Malgré la sauvagerie des troupes, malgré les emprisonnements, malgré les assassinats, les patrouilles anglaises ne sont pas tranquilles dans les rues d'Aden où elles sont attaquées à coups de grenade, de mortier, par des commandos de nationalistes. L'Angleterre a beau envoyer ses hommes de mains, elle est impuissante à mater toute une population qui s'est dressée contre son exploitation.

Et pourtant l'Angleterre ne peut céder. La base d'Aden est du plus grand intérêt pour elle. Outre une importante raffinerie de la British Petroleum, Aden est une base navale qui défend l'entrée du Golfe Persique et sert de liaison dans le commerce entre Londres et l'Extrême-Orient.. Les intérêts pétroliers et stratégiques de la Grande-Bretagne sont trop importants pour abandonner Aden.

L'indépendance de l'Arabie du Sud, dans les vues de l'Angleterre, cela signifiait une indépendance formelle, comme celle qu'elle a accordée à certaines de ses anciennes colonies, et qui maintenait ses intérêts au Moyen-Orient. Il suffisait pour cela après le départ de l'Angleterre, de passer le pouvoir à un féodal à sa solde.

C'est pourtant dans l'espoir d'un règlement du conflit en faveur de l'impérialisme que l'O.N.U. avait décidé d'intervenir. Sous couvert de « neutralité », c'était peut-être un moyen pratique pour l'Angleterre de limiter les dégâts.

Or, la situation à Aden s'est détériorée au point que même les leaders nationalistes modérés (les plus susceptibles de passer des accords avec le gouvernement britannique) ne peuvent espérer aujourd'hui prendre en mains la situation sans risques d'un débordement populaire.

Accorder l'indépendance aujourd'hui à chaud, plutôt que dans un an reviendrait à risquer un abandon de la base d'Aden.

Mais la délégation de l'O.N.U. qui se rendait à Aden dans le but de discuter avec les fantoches du gouvernement fédéral, mis en place par les Anglais, a été accueillie par une grève générale. Elle s'est trouvée alors obligée de déclarer qu'elle ne pouvait reconnaître le gouvernement d'Aden comme interlocuteur unique, ce qui provoqua la fureur des autorités anglaises qui bouclèrent les délégués dans leurs chambres, les soumirent à des contrôles et à des brimades. Et les trois délégués sont donc repartis plus vite qu'ils ne sont venus... en ne manquant pas toutefois de vitupérer les « impérialistes anglais » qui « contribuaient eux aussi à verser le sang dans le monde ».

En fait, de solution, il n'y en a guère pour l'impérialisme anglais : accorder l'indépendance actuellement lui est impossible. Non seulement il perdrait la base d'Aden, mais cet exemple risquerait de faire tache d'huile au Moyen-Orient, et pourrait créer d'autres soulèvements anti-anglais. Et si l'Angleterre veut tenir à Aden, il lui faudra maintenir tant bien que mal un gouvernement fantoche, et mettre un fusil derrière chaque homme.

L. TOURFAN.

PUNTA-DEL-ESTE

« L'ALLIANCE » est bien morte !

LA conférence pan-américaine de Punta del Este qui réunissait dix-huit chefs d'Etat d'Amérique Latine autour du président Johnson, s'est terminée sans qu'aucune décision n'ait été prise ni sur la relance de l'« Alliance pour le Progrès », ni sur un éventuel Marché Commun qui grouperait les différents pays du Continent américain à l'exception de Cuba.

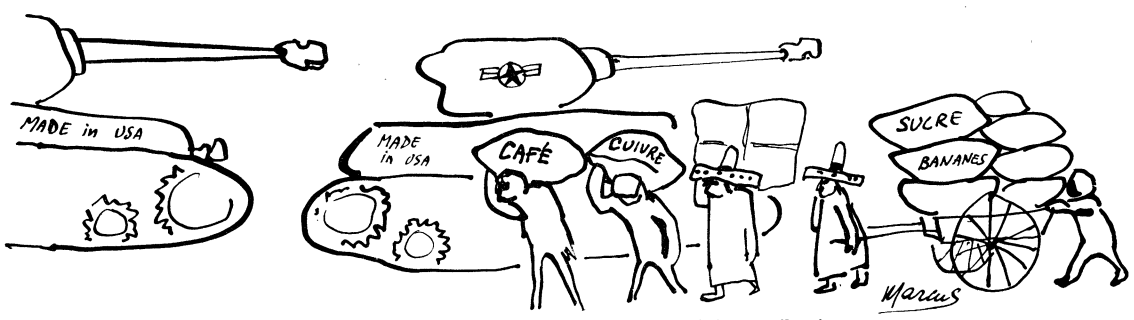
L'« Alliance » avait été lancée il y a six ans par Kennedy avec pour objectif officiel de tenter une transformation économique de cette partie du monde.

Les U.S.A. s'étaient engagés à l'époque à fournir des millions de dollars pour développer l'agriculture et l'industrie, construire des usines, des écoles, des hôpitaux, en un mot tenter de mettre fin à cette misère des 200 millions d'hommes qui crevaient de faim et mourraient comme des mouches. Si le gouvernement américain avançait une telle politique ce n'était nullement dans un but philanthropique. Mais le succès de Castro à Cuba et la sympathie que la révolution rencontrait auprès des masses populaires lui avait fait prendre conscience de l'énorme potentiel révolutionnaire que représentaient les millions de paysans sans terre. C'est donc pour tenter de désamorcer cette véritable bombe que l'impérialisme US avait tenté, à coups de dollars, de promouvoir un certain nombre de réformes, et en premier lieu une réforme agraire modérée.

Mais après six ans d'existence on ne peut que dresser un procès verbal de carence à cette malheureuse Alliance. Si des millions de dollars ont été effectivement versés à différents gouvernements, ni les ouvriers, ni les paysans, ni les masses populaires de ces pays n'ont vu leurs conditions d'existence s'améliorer. Et il ne pouvait en être autrement. En effet, les seuls alliés que trouve l'impérialisme dans ces pays sont ceux qu'on appelle là-bas l'oligarchie, c'est-à-dire une fraction infime de la population qui regroupe les propriétaires fonciers, la bourgeoisie et les dirigeants de l'armée. Ce groupe social, qui ne représente bien souvent pas plus de 1 ou 2 % de l'ensemble de la population contrôle la quasi totalité des terres et plus de 80 % des richesses totales de ces pays.

Et c'est à eux que s'adresse le gouvernement américain pour effectuer des « réformes ». C'est au propriétaire foncier, ou à ses représentants, que Washington verse des millions de dollars pour partager les terres, à ce propriétaire foncier qui justement possède des dizaines de milliers d'hectares, dont une grande partie est en friche, et des milliers de paysans qui sont traités comme les serfs du Moyen Age. C'est à ce propriétaire foncier, ou à ses amis militaires qui font régner l'ordre sur son domaine, que l'on demande de construire des écoles pour les enfants des paysans alors que certains d'entre eux ont justement détruit les modestes écoles qui avaient été construites sous prétexte que la culture risquait de « pourrir » « leurs » paysans.

C'est aux grands bourgeois latino-américains que l'on va demander de développer une industrie nationale alors que la plupart d'entre eux ne sont que les commis des grandes sociétés nord-américaines qui contrôlent la plupart des cultures industrielles (canne, café) et une grande partie des mines.



Marché Commun - U.S.A. - Amérique Latine

Et ce sont justement dans les représentants de ces propriétaires fonciers, dans les représentants de la bourgeoisie de l'armée, c'est-à-dire ceux qui ne tolèrent aucune réforme qui ira contre leurs intérêts, que Johnson place ses espoirs de « progrès et de justice sociale ». Et pourtant les quelques régimes qui, comme Goulart, espéraient réellement mettre en pratique une politique réformiste en prônant notamment une réforme agraire ont été balayés par la coalition de l'armée et des latifundistes.

Malgré les millions de dollars que les Etats-Unis enverront à titre d'aide à ces pays, tant qu'ils s'appuieront sur les couches les plus corrompues et les plus détestées de la population toute tentative de réformes, les plus modestes soient-elles seront illusoires. Et comme les Etats-Unis ne peuvent que s'appuyer sur ces couches, le reste de la population aux prises avec la misère et la faim leur étant profondément hostile, le gouvernement américain se voit contraint de faire de belles déclarations de principe sans effet réel.

Ne parlons même pas ici de cet hypothétique Marché Commun que l'on promet aux sud-Américains pour 1985. L'économie de ces pays a été depuis longtemps mise en coupe réglée par l'impérialisme US.

Ce sont des millions de dollars qui chaque année quittent ces pays pour entrer dans les caisses de Wall Street. Pillés par l'impérialisme US, incapables de concurrencer l'énorme potentiel économique des Etats-Unis, ces pays deviennent chaque jour plus pauvres et les conditions de vie de leurs populations empirent sans cesse.

Par rapport à 1965, le déficit du commerce des pays latino-américains avec les Etats-Unis a plus que doublé en 1966, passant de 113 millions de dollars à plus de 260 millions. Et dans l'avenir cette situation ne fera que se dégrader.

Mais cette situation le sénat américain semble l'avoir comprise. Et c'est sans doute la raison pour laquelle il a refusé d'accorder à Johnson les crédits nécessaires pour une relance de l'Alliance ».

Car les sénateurs américains sont conscients que toute l'aide économique que l'on pourra apporter à ces pays sera, quant aux résultats, des dollars jetés par les fenêtres.

S'ils voulaient réellement sortir les masses indiennes de la misère les U.S.A. devraient en premier lieu jeter à bas les gouvernements fantoches qui freinent tout progrès. Mais cela les Etats-Unis n'en n'ont ni la possibilité, ni l'envie. Une telle action serait pour eux un suicide car justement ces gouvernements fantoches sont les meilleurs défenseurs des intérêts de l'impérialisme. On ne scie pas la branche sur laquelle on est assis.

Et si le gouvernement américain est incapable de résoudre les problèmes sociaux de l'Amérique sous-développée, du moins sera-t-il capable d'envoyer ses troupes pour réprimer tout mouvement de protestation populaire. L'envoi récent de commandos anti-guérillas en Bolivie est là pour le prouver, de même que la Commune de St-Domingue.

Et si les déclarations de Johnson, aussi vagues que creuses, sur son « engagement solennel » à faire « tout ce qu'il pourra pour l'Amérique latine » sont nécessaires auprès de l'opinion publique mondiale pour tenter d'accréditer le rôle « civilisateur » des Etats-Unis dans cette région du monde, le « rêve d'une Amérique nouvelle », pour reprendre une expression du président des Etats-Unis, ne deviendra réalité que le jour ou les peuples latino-américains auront chassé de leurs pays l'impérialisme et ses différents valets nationaux.

L. STERN.

« SAINT-NAZAIRE NE CEDERA PAS ! »

Saint-Nazaire 16-4-67

La grève s'est installée à Saint-Nazaire. Depuis 48 jours, les mensuels de la métallurgie sont en grève. La grève des mensuels est totale aux Chantiers de l'Atlantique ce qui a entraîné le lock-out des horaires il y a 27 jours, elle n'est que partielle à la SMPA (entreprise liée aux Chantiers) et à Sud-Aviation.

Dans une petite ville comme St-Nazaire, tout le monde se sent concerné, des ouvriers des autres entreprises de la région (Antar à Donges par exemple) qui ont tous un parent, un voisin soit gréviste soit lockouté, aux commerçants dont le chiffre d'affaires est assuré par les salaires de ceux qui maintenant en sont privés. La meilleure preuve en est la manifestation du 11 mars qui a vu défiler en ville plus de 25.000 personnes, aux cris de « St-Nazaire ne cèdera pas ». C'est une tradition, un prestige, qui sont en cause, et c'est une des raisons pour lesquelles ce conflit présente une durée exceptionnelle (en 1950, la grève avait duré 42 jours).

« St-Nazaire ne cèdera pas ». C'est du moins ce que chaque ouvrier, mensuel ou horaire pense. Après 6 semaines de grève, 4 semaines de lock-out, ils pensent en effet qu'ils n'ont aucune raison de ne pas tenir 1 ou 2 semaines encore pour obtenir la satisfaction totale de leurs revendications. Dans cette voie, pour l'instant, ils suivent les syndicats... qui les promènent.

Après avoir dissocié les mensuels des horaires dans la grève, les directions syndicales en effet ont continué à laisser les 2 mouvements, celui des grévistes et celui des lock-outés se poursuivre séparément. Les premiers se réunissent tous les matins à Penhoët (faubourg de St-Nazaire, siège des Chantiers), à 1.500 environ, ce qui représente une très grosse majorité de présents, les seconds se rassemblent à la Bourse du travail de St-Nazaire.

Dans ces deux lieux, en toute « démocratie », les ouvriers « décident » de l'action de la journée : c'est-à-dire qu'ils choisissent entre deux ou trois propositions de manifestations, le vote tranchant entre la manifestation à pied, à vélo ou le blocage des rues. Ces « actions », d'ailleurs commencent à lasser les moins combattifs qui ne viennent que lorsque les casques des C.R.S. pointent, la tradition anti-flic étant tenace dans la région. Les seules interventions que permettent les bureaucrates syndicaux dans ces réunions, sont celles qui proposent des actions de ce genre, en plus cocasse parfois : ainsi une proposition de grève de la faim sur un bateau destiné à la Chine, ou l'envoi d'un télégramme à Fouchet pour lui proposer des C.R.S. à destination des plages mazoutées (cette dernière ayant d'ailleurs été réalisée). Sur les véritables problèmes, ceux de l'unification des mouvements horaires et mensuels et de l'extension de la lutte à la classe ouvrière toute entière, les bonzes des syndicats mettent un voile épais. Les responsables fédéraux, venus haranguer les ouvriers nazairiens se sont contentés de leur souhaiter bon courage et sont repartis...

Pourtant, là est le vrai problème : faire du double mouvement nazairien un seul, point de départ d'une action générale dans le pays.

Les collecteurs, qu'ils reviennent du Nord, du Sud, de l'Est ou de l'Ouest de la France sont enthousiasmés par l'accueil qu'ils ont reçu. Ils n'ont qu'un mot : « il faut tenir ! » Les 60 millions déjà recueillis, les dons de patates, de poissons, en font foi, la solidarité financière pourrait facilement se transformer en solidarité active. Mais, en plus des troncs, les bonzes syndicaux se gardent bien d'armer leurs collecteurs d'appels à la lutte commune, se gardent bien de les transformer en propagandistes.

Aucune perspective n'ayant été donnée au mouvement, l'extension du conflit n'ayant été abordée qu'en paroles, celui-ci s'enferme sur le plan local, avec toutes ses conséquences, puisqu'il remet en cause toute une politique économique gouvernementale. Aussi, depuis le début du conflit, les positions de part et d'autre ont peu évolué. Après intervention des unions départementales, les unions locales ont fait un pas vers la négociation en proposant une commission mixte à laquelle ils soumettaient un projet en 11 points comportant entre autres la discussion sur la fourchette 2-8 % (2 % proposition patronale, 8 % revendication syndicale) les 4 % annuels appliqués unilatéralement considérés comme acquis). La direction, refusant la discussion sur ce point le 8 avril, acceptait le 12 une entrevue au ministère des affaires sociales pour finalement convoquer une nouvelle commission mixte le 14 à Saint-Nazaire, accordant 0,7 % supplémentaires, c'est-à-dire : valeur du point à 3,53 sans galons (rappelons qu'une de ses propositions il y a un mois était justement 3,53 mais avec incorporation des galons). Cette commission mixte, pas plus que celle du lendemain, malgré 24 heures de réunions au total n'a abouti.

Les horaires, eux, ne se sentent pas en grève. La parité avec ce qu'obtiendront les mensuels (déclaration du patronat) les rend tributaires de la lutte engagée. Le paiement du lock-out, récusé par le patronat, sera arbitré par les Prud'hommes. En attendant, les syndicats ont demandé le bénéfice du chômage partiel (7,60 par jour) ainsi que des allocations ASSEDIC. Aussi, jusqu'ici, la solidarité financière a peu joué pour eux ; la municipalité a décrété les cantines scolaires gratuites, les syndicats ont obtenu le report des traites EDF, ORTF, etc. des crédits de toutes sortes, ce qui les place dans une situation d'attente.

Mais il est significatif que les syndicats voudraient trouver une solution pour mettre fin au conflit, en faisant évidemment apparaître le bilan comme positif : on parle aujourd'hui de 7,35 % d'obtenus, alors que jusqu'à cette semaine, on n'incluait pas les 4 % annuels. Et c'est bien la contradiction formelle de leur politique à court terme, qui conduit à la démobilisation des travailleurs. Alors que ce mouvement représente la lutte des travailleurs contre une politique économique du gouvernement gaulliste, les syndicats emploient une tactique de lutte contre un seul patron, et cela pourrait conduire à une nouvelle défaite des ouvriers nazairiens, à une nouvelle démobilisation du reste de la classe ouvrière.

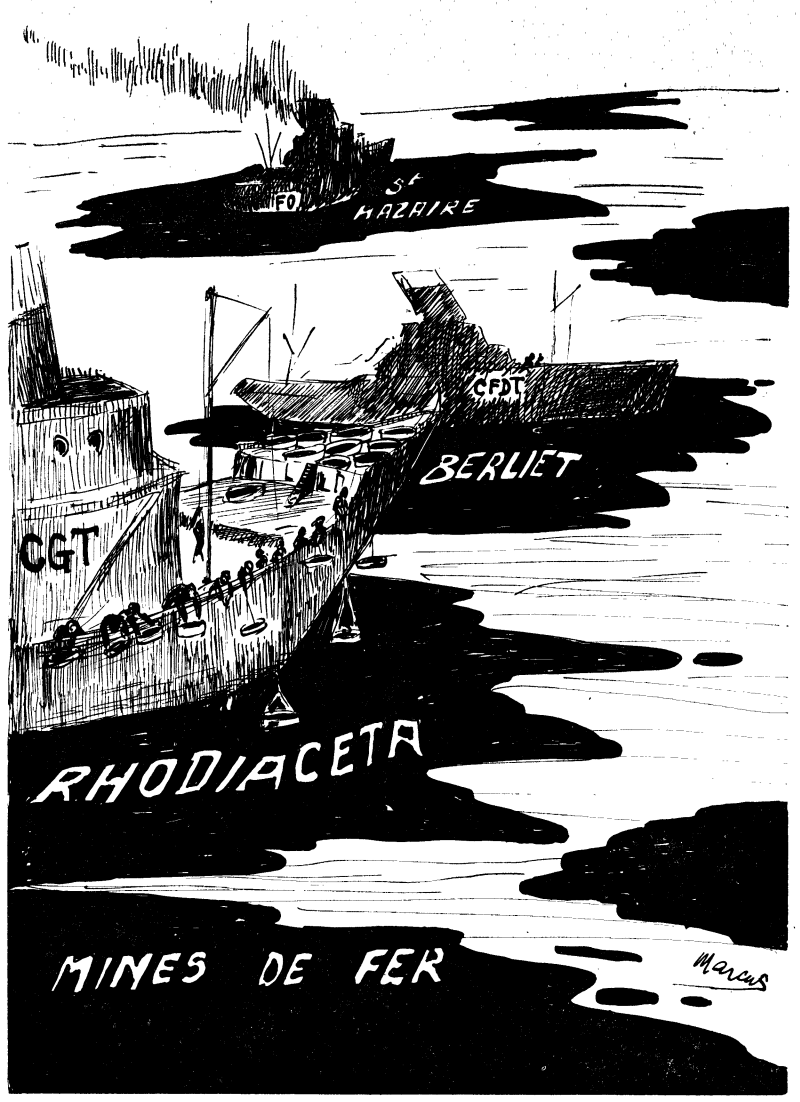
A BERLIET (Vénissieux)

Chez Berliet, après la levée du lock-out sur un accord particulièrement restreint (voir « Voix Ouvrière » n° 79) entre la CGT, principale organisation syndicale, et le patron, l'agitation avait repris avec une grande ampleur. Les discussions ont recommencé comme prévu le 7 avril dernier et cela aurait dû faire cesser les manifestations revendicatives dans l'usine — du moins si les ouvriers avaient obéi aux recommendations syndicales.

Mais, au contraire, débrayages et défilés se produisent un peu partout, désordonnés, spontanés, condamnés par les dirigeants syndicaux que ces manifestations intempestives mettent dans l'impossibilité de poursuivre leurs marchandages avec la Direction puisque celle-ci refuse de discuter lorsque des débrayages ont lieu au même moment.

Les dirigeants syndicaux jettent l'anathème sur les fauteurs de grève qu'ils qualifient de « provocateurs », mais mercredi dernier 12 avril, les négociations étaient rompues de nouveau, bien que ces dirigeants aient eux-mêmes tenté de faire rentrer les grévistes dans l'ordre.

Ces négociations doivent reprendre lundi 17 à 10 heures, mais il ne sera sûrement pas facile de calmer les ouvriers de Berliet en colère, et la direction de la CGT (la CFDT a essayé de retirer son épinglage du jeu en ne signant pas l'accord du 28 mars) de toute façon en sortira passablement discréditée même si certains militants de ce syndicat ont su rester dans le camp des travailleurs.



d'huile les syndicats épongent

RHODIACETA

(Suite de la page 1)

fichées : au centre Gorge-de-Loup notamment, après des sondages faits par les ingénieurs, les modalités précises ont été connues le 3 avril, variant d'un atelier à l'autre. 120 heures étant à récupérer, les travailleurs soit feraient des journées plus longues, soit viendraient le samedi matin, les deux méthodes pouvant être alternées.

Les mois d'avril et d'août étant exceptés, ce système s'étalerait sur 4-5 mois, incluant donc des semaines de 52 heures !

Rhodia a même été jusqu'à demander si une partie du personnel ne voudrait pas prendre sa quatrième semaine de congé sur la période de grève ! Pour l'instant, il y a fort peu de volontaires, sauf dans la maîtrise, pour ces « récupérations », et s'il y en a, ils s'expliquent par la catastrophe financière que représentent pour beaucoup de travailleurs les trois semaines de grève complète, avec au bout une augmentation insignifiante, sans commune mesure avec les ressources engagées dans la lutte. Nombreux sont ceux pour qui sont rayés les espoirs de vacances cette année.

Et c'est malgré ces difficultés, malgré la trahison des directions syndicales, que les 4 x 8 ont de nouveau « craqué » la semaine dernière.

Si cela fait ressortir à quel point il manque aux travailleurs une direction honnête, exprimant fidèlement leurs aspirations, et capable de mener leur lutte au succès, cela montre aussi que c'est la combativité qui manque le moins. A Rhodia, au moins, les dirigeants syndicaux ne pourront plus invoquer une prétendue « apathie » des ouvriers pour ne rien faire; et les « sociologues » qui parlent de « l'embourgeoisement » de la classe ouvrière devraient bien songer à faire porter leurs enquêtes sur les équipes des feux continus, par exemple.

Christiane KERVRAN

Quand les grèves font tache

Lyon-Vaise

La C.G.T. a bien du mal à convaincre les principaux intéressés, les travailleurs de Rhodia, que les 3,80 % et les quelques améliorations obtenues par l'accord du 21 mars, constituent une victoire. Voici, à titre d'exemple, comment s'y prend le « Trait d'Union », bulletin C.G.T. Rhodia, supplément au « Travailleur Textile » :

« Quelques controverses, mais passionnées, ont lieu actuellement dans l'usine pour savoir s'il y a victoire ou non, après notre grève. Dans l'usine uniquement, car pour l'ensemble des travailleurs de France, IL Y A EU UNE VICTOIRE DES TRAVAILLEURS DE RHODIA » (les gros caractères sont de la rédaction de la C.G.T.).

Et, sans doute pour consoler les irréductibles qui s'obstinent à ne pas voir un changement dans leur sort : « Il est vrai qu'il reste beaucoup de revendications à satisfaire, mais qui a pensé un seul instant qu'il était possible de régler nos problèmes en une fois ? La lutte existe depuis que la classe ouvrière existe, et elle existera jusqu'à la fin fin du système économique capitaliste ».

Etant donné la manière dont la C.G.T. informe les travailleurs sur les luttes ouvrières, elle peut ainsi essayer de faire passer un compromis minable pour un succès.

Mais en agissant de la sorte et en incitant les travailleurs à se résigner, chacun dans leur coin, à un sort d'exploité, elle ne fait que servir d'auxiliaire au patronat. Pour le mensonge et le bourrage de crâne, la C.G.T. n'a pas grand'chose à envier à la presse bourgeoise.

A MARSEILLE

L'embauche des dockers toujours plus scandaleuse

Depuis la fin du lock-out de 23 jours de janvier-février derniers, l'agitation n'a pratiquement pas cessé sur le port. Plusieurs débrayages ont eu lieu à cause de baisses de certaines primes de salissure, instaurées par les patrons. Le 12 avril, une compagnie refusait d'embaucher un conducteur d'engin, provoquant un débrayage de solidarité des autres conducteurs. Le 13, la compagnie prenait des sanctions contre les grévistes de la veille, entraînant un nouveau débrayage. Le 14, toutes les compagnies, sauf deux, lock-outaient les dockers pour la journée.

La politique patronale est une politique de reconquête des (maigres !) avantages acquis. Une véritable offensive anti-ouvrière.

Elle s'exerce en particulier dans le domaine de l'embauche, un des sujets primordiaux du mécontentement des travailleurs.

Le déroulement de l'embauche du matin, selon la loi, devrait se faire de la façon suivante : les dockers titulaires d'une carte de « professionnels » sont embauchés tout d'abord. Ensuite, s'il reste du travail, n'importe qui peut se faire embaucher (dockers « occasionnels » appelés « cartes d'identité »).

En pratique, il en va autrement, et tous les abus sont tolérés. Patrons et chefs d'équipes préfèrent en effet les « cartes d'identité » aux « professionnels ». Car un docker « occasionnel » n'est embauché par un chef d'équipe que s'il lui a donné jusque-là entière satisfaction... Autant dire que les « cartes d'identité » sont livrées pieds et poings liés à l'arbitraire des chefs et des patrons, sans grandes possibilités de réagir.

Ainsi on voit se constituer des équipes illégales : 6 hommes par exemple, là où le règlement en prévoit 10. Le travail se fait quand même, à la limite des résistances humaines. Le patron économise sur les salaires. Le chef est bien vu du patron...

Les « cartes d'identité » bien souvent ne disent rien quand on diminue arbitrairement une prime. On a vu certains chefs profiter de l'ignorance des « occasionnels » pour leur escroquer purement et simplement des primes auxquelles ils avaient droit, et les garder pour eux.

Enfin, les patrons détournent la colère et la lutte des professsionnels en les dressant contre les occasionnels...

Mais comment chefs et patrons s'y prennent-ils pour tourner la loi ?

Le procédé est simple : les chefs d'équipe — qui procèdent eux-mêmes à l'embauche — déclarent bien souvent aux dockers professionnels qui demandent du travail, que leur équipe est complète. En fait, il n'en est rien et le chef constitue alors, ou complète son équipe en prenant des « cartes d'identité » devant le centre d'embauche, ou dans les cafés alentours...

Ceci se pratique ouvertement, au vu et au su de tout le monde.

Depuis la fin du lock-out en février, cette situation s'est encore aggravée. En effet, les professionnels ont droit à une « indemnité de garantie » de 11 F par jour, lorsqu'ils n'ont pas trouvé de travail. Mais cette indemnité n'est délivrée que si toutes les équipes sont déclarées « complètes » (même si c'est fictif) au moment du signal de fin d'embauche.

S'il n'y a, ne serait-ce qu'une seule équipe incomplète, c'est la « preuve » qu'il y a encore du travail, et l'indemnité n'est versée à personne...

Avant le lock-out de janvier-février, la durée de l'embauche était de 1 heure, y compris le temps de transport pour se rendre à son poste. Mais à la fin du lock-out, la C.G.T., voulant à tout prix un « succès », a obtenu la réduction de l'embauche à une demi-heure. L'autre demi-heure venant augmenter la pause du repas de midi, ce qui arrangeait beaucoup de travailleurs.

Mais les patrons et les chefs en ont immédiatement profité : non seulement les patrons ne perdent rien dans ce transfert d'une demi-heure (qui de toute façon n'est pas payée) mais ils ont réussi à ce qu'il ne soit pratiquement plus versé d'indemnités de garantie.

En effet, depuis février, l'embauche réelle se déroule en un quart d'heure. Et il y a toujours des chefs qui s'arrangent pour mettre plus d'un quart d'heure pour constituer une équipe de quelques hommes. Ou qui prétendent qu'ils sont « complets » pour affirmer le contraire quelques minutes plus tard...

Et le tour est joué : il n'y a pas d'indemnité ce jour-là !

Comme on le voit, contre les travailleurs, les patrons pratiquent couramment des procédés de gangsters, au mépris le plus complet des lois. Ceci en collusion avec les services « officiels » qui délivrent l'indemnité de garantie. La police, pourtant fort nombreuse sur le port, ne dit rien et ne fait rien. La municipalité « socialiste » de Defferre ne dit rien et ne fait rien...

Les travailleurs sont désarmés devant ce genre de méthodes, s'ils ne réagissent pas par leurs propres moyens...

Les délégués de la C.G.T. (syndicat très fortement majoritaire) tentent bien d'épisodiques inspections. Mais seuls ils ne peuvent pas grand-chose. Il suffirait pourtant que les délégués fassent appel à des dockers volontaires (et il n'en manquerait pas !) pour aller systématiquement « discuter » avec les chefs d'équipe coupables d'infractions. Pour rendre les patrons et les chefs plus compréhensifs, il n'y a d'autres solutions que de faire appel à l'action des travailleurs.

LES ÉLECTIONS DE DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL CHEZ DESFOSSES :

Quand la C. G. T. utilise les méthodes électorales de l'U.N.R.

Les mercredi 5 et jeudi 6 avril ont eu lieu à l'imprimerie Desfossés à Issy-les-Moulineaux, les élections de délégués du personnel. Le syndicat du Livre C.G.T. est le seul qui existe dans cette entreprise et donc le seul qui puisse présenter des candidats au premier tour. L'appareil de ce syndicat unique est contrôlé le plus souvent par les staliniens, et ailleurs par les réformistes traditionnels, héritiers directs des Jouhaux et compagnie.

Les élections de cette année furent un bon exemple de la manière dont les dirigeants syndicaux staliniens soutenus par leurs collègues « réformistes » s'y prennent pour évincer des ouvriers prêts à se présenter aux suffrages de leurs camarades d'atelier, lorsqu'ils ont des désaccords avec la politique officielle du syndicat.

Depuis des années chez Desfossés, par un protocole d'accord entre la direction et le syndicat, les élections ont lieu non pas à l'échelle de l'entreprise mais par groupes d'ateliers. De cette manière les travailleurs connaissent mieux les candidats que par un scrutin de liste où les noms qui sont portés sur celle-ci sont parfois totalement inconnus de ceux qui vont avoir à faire un choix parmi eux, mais l'aspect démocratique de cette procédure est pratiquement annihilé par le fait qu'il n'existe qu'une liste unique de candidats.

En effet, la loi Croizat promulguée en 1946 ne permet qu'aux organisations syndicales dites représentatives de présenter des candidats au premier tour des élections. Il n'y a qu'au second tour, quand il y en a un, c'est-à-dire quand le quorum de 50 % de suffrages exprimés n'est pas atteint, que peut se présenter en candidature « libre » n'importe quel travailleur.

Au secteur « Taille-Douce et Numérotage », un ouvrier syndiqué à la C.G.T. voulait se porter comme candidat aux élections de délégués. Son investiture fut refusée par le syndicat sous prétexte qu'il avait fait signer une pétition contre un accord très impopulaire sur la semaine de congé d'hiver, pétition d'ailleurs signée par la majorité des ouvriers de son secteur, et d'avoir aidé un de ses camarades d'atelier, il y a deux ans, à distribuer un tract à la porte de l'entreprise protestant contre l'éviction de celui-ci des listes syndicales électorales parce qu'il partageait les idées de la « Voix Ouvrière ».

Le syndicat se refusa même à faire un vote préliminaire parmi les syndiqués. Mais il craignait de voir son candidat officiel en difficulté car les ouvriers ont pu faire leur expérience du délégué en question qui s'est déconsidéré totalement aux yeux de ses camarades de travail par sa molesse et son mépris total de leurs opinions.

Par une manœuvre de dernier instant les staliniens firent rattacher au secteur « Taille-Douce et Numérotage » comprenant environ 80 ouvriers, un secteur important appelé « la Banque » où travaillent 150 femmes pour qui le délégué en question était pratiquement un inconnu. Si aucun des ouvriers du secteur « Taille-Douce et Numérotage » ne voulait voter pour le candidat du syndicat, préférant soit s'abstenir, soit rayer son nom, soit voter nul ou blanc, les femmes de « la Banque » ne connaissaient pas suffisamment leurs raisons pour adopter la même attitude.

D'ailleurs les ouvriers de ce secteur n'avaient pas apprécié le fait que le syndicat se refuse à investir un candidat sans les consulter, considérant à juste titre que c'était à eux de choisir. Le résultat du vote manifeste bien cette désapprobation.

Sur 204 ouvriers présents, il y eut 11 abstentions, 25 bulletins nuls, 10 bulletins blancs, 3 enveloppes vides et le candidat officiel au poste de délégué titulaire fut rayé 31 fois. C'est dans ce secteur que le pourcentage des voix accordées à un candidat a, de loin, été le plus faible, puisqu'il ne dépassait pas 52 % des incrits, alors que dans les autres secteurs de l'usine ce pourcentage a oscillé entre 69 et 71 %. Il est bien évident que sans l'apport des voix des femmes de « la Banque », sur un secteur de 80 personnes, tel qu'il apparaissait dans son ancienne physionomie le candidat officiel de la C.G.T. s'en tirait avec une dizaine de suffrages et qu'un deuxième tour audait dû obligatoirement être organisé où n'importe quel travailleur aurait pu se présenter en candidature libre aux suffrages de ses camarades. Dans les autres secteurs de l'usine c'est le tiers de l'effectif des ouvriers qui s'est prononcé contre les candidatures officielles du syndicat.

Bien que le quorum ait été atteint au moyen d'une combine bureaucratique les ouvriers de la « Taille-Douce » de l'imprimerie Desfossés ont fait l'expérience de la dictature stalinienne à l'intérieur du syndicat.

Parce qu'il n'accepte de présenter aux élections de délégués du personnel que des candidats « inconditionnels », le syndicat Desfossés a préféré, faute d'autre possibilité en présenter un qui était vomi par ses camarades de travail.

Pour imposer son élection, il n'a pas reculé devant les pires combines électorales, dignes de celles de l'U.N.R., qu'il dénonce, à juste titre d'ailleurs.

Et, en fait, dans toutes les entreprises il en va de même. La démocratie ouvrière est bafouée. Il n'y a plus de délégué du personnel, il n'y a plus que des délégués du syndicat.

Mais l'appareil stalinien peut bien monopoliser les postes et les heures de délégation. Il ne pourra pas empêcher que le jour venu, les travailleurs en lutte éprouvent l'impérieuse nécessité d'élire leurs propres représentants, et le fassent.

Pour des conditions de travail normales, débrayage à la Polymécanique

Dans un atelier de la Polymécanique à Pantin, à l'Atelier Central, en même temps que les ouvriers travaillent, des transformations sont effectuées. Trois marteaux-piqueurs défoncent le béton, pendant qu'à proximité il faut faire sa cadence de pièces, avec la précision du centième et parfois du micron.

La V.O. distribuée le 12 avril 67 disait : « Peut-être si nous jugions ce chambard intolérable au point d'aller chercher le calme dans les bureaux de la Direction, peut-être trouveraient-ils le moyen de faire effectuer les travaux bruyants en dehors de nos heures de présence. Peut-être... »

Le lendemain, pendant que le Comité Hygiène et Sécurité était saisi du problème, des ouvriers excédés décidèrent de débrayer au cas où les démarches n'aboutiraient pas. Ce fut d'abord dans l'équipe des tours où un camarade faisant la consultation obtint l'unanimite moins une voix. Puis d'autres équipes donnèrent ensuite leur accord après consultation. Après « la soupe », c'est une cinquantaine à une soixantaine d'ouvriers et ouvrières qui allèrent s'installer au soleil dans la cour. Dix minutes plus tard le Directeur adjoint venait et demandait de reprendre. Un camarade lui demanda de s'engager devant tous les présents à ne pas faire reprendre les marteaux-piqueurs. Ce qu'il fit. Le reste de l'après-midi se termina donc comme prévu à la satisfaction des ouvriers.

Mais l'après-midi les délégués étaient appelés par le Directeur (de retour), qui les « engueula ». A la séance du CE qui se tenait le même jour, le directeur proposa de faire chômer les jours de travaux pour les récupérer ensuite... C'est ce que rapportèrent les délégués le lendemain matin. L'équipe du matin vota pour répondre à la direction qu'elle maintenait son point de vue, qu'il n'était ni question de travailler dans ce bruit, ni de récupérer. L'unanimité se fit aussi sur la décision de débrayer à nouveau au cas où les marteaux piqueurs reprendraient.

Les délégués retournèrent à la Direction qui comme par hasard n'était pas là. Et pendant ce temps les travaux recommencèrent. Les délégués s'opposèrent à la mise en application de la décision de débrayer. Ils demandèrent d'attendre l'entrevue avec le Directeur, alors qu'il était visible qu'il s'agissait d'une manœuvre. Pendant ce temps un camarade était appelé par le chef d'atelier qui le prévenait qu'il risquait de se faire mettre à la porte, à quoi notre camarade protesta de son bon droit.

Finalement devant l'opposition des délégués les ouvriers hésitèrent et le travail continua dans le bruit. Quand le Directeur arriva, il « accorda » une prime de 0,16 F de l'heure pour ceux qui travaillaient dans un périmètre de 7 mètres autour des travaux, c'est-à-dire une demi-douzaine d'ouvriers.

Devant cette « belle victoire», les délégués ne daignèrent même pas demander aux ouvriers s'ils étaient satisfaits et s'ils voulaient maintenant appliquer ce qu'ils avaient décidé. Il faut dire que le travail ayant continué malgré les conditions de bruit c'était difficile après de re-débrayer. Des ouvriers ne cachent pas maintenant qu'ils sont écœurés du manque de fermeté des délégués et de leurs façons de procéder.

C S F ISSY-LES-MOULINEAUX

Dans plus de 50 entreprises différentes des militants animent une « Voix Ouvrière » locale qui paraît également tous les 15 jours. Comme nous l'avons déjà fait pour un bon nombre d'autres, nous présentons aujourd'hui une de ces entreprises, C.S.F., Issy-les-Moulineaux, dans laquelle nous publions depuis peu une nouvelle « Voix Ouvrière ».

La CSF ou Compagnie de Télégraphie sans Fil est un des grands trusts de l'électronique en France. Elle a grandi à la vitesse de croissance de l'électronique : en 1957, 13.500 ouvriers ; en 1963 plus de 25.000. Parallèlement son chiffre d'affaires augmentait de 163 % pendant cette même période. Au 31-1-63, elle contrôlait 71 sociétés réparties sur 3 continents, dont certaines n'ont rien à voir avec l'électronique, telles des sociétés d'édition ou des chaînes de radio, dont Télé-Vietnam (siège social Saïgon) en tant qu'associée.

L'usine d'Issy - les - Moulineaux, connue sous le nom de Centre Guynemer, est une des usines du groupe, fabricant des pièces détachées d'électromécanique et du matériel professionnel divers pour l'armée.

PERSONNEL ET SOUS-PERSONNEL

Au 31 décembre 66, le personnel (2.348) se décomposait comme suit :

Qualification	Hommes	Femmes	Total
Ingénieurs et cadres	144	4	148
Dessinateurs	84	17	101
Agents techniques	256	29	285
Techniciens	154	20	174
Employés	95	158	253
Agents de maîtrise	86	8	94
Ouvriers Prof./Agt Product.	564	171	735
Ouvriers spécialisés	129	367	496
Manœuvres	21	41	62
Total	1.533	815	2.348

Une constatation s'impose : le personnel féminin est en plus grand nombre dans les qualifications les plus basses, se partageant les catégories d'O.S., et de manœuvres avec des travailleurs émigrés d'Afrique.

Plus de la moitié de ce personnel est horaire. La grille de salaires comprend officiellement 24 échelons de 2,89 F pour le manœuvre 1 à 5,65 F pour l'O.P. 3 maxi. Mais à ces taux d'affûtage vient s'ajouter une prime de rendement différente par catégorie ; en général, on obtient le salaire en ajoutant 2 fois le montant de cette prime au taux d'affûtage, mais la façon de calculer le boni est si compliquée qu'il faut au moins « avoir fait les écoles » pour réussir à calculer son salaire et, les jours de paie, les contestations sont nombreuses.

Dans la réalité, ce système aboutit à une diversification extrême des salaires :deux ouvriers au même échelon, à même ancienneté, n'ont jamais le même salaire. On peut quand même dresser un tableau des salaires horaires moyens au 1-11-66.

Qualification professionnelle	Taux d'Aff.	Base PR	Sal. mensuel (200 H)
M 1	2,89	0,19	600 F
M 2 - 1er échelon	2,95	0,19	615
OS 1	3,06	0,20	640
OS 2 - 4e échelon	3,46	0,20	710
OP 1 - 3e »	3,98	0,23	820
OP 2 - 3e »	4,89	0,25	980
OP 3 - 2e »	5,28	0,27	1.080

CONDITIONS DE TRAVAIL ET MISE EN CONDITION

L'infrastructure de l'usine date d'avant la guerre de 1914. La moitié de la superficie de l'usine, composée de grands hangars, porte encore la marque de sa première destination, la construction d'avions, bien que la Direction les ait modernisés.

Côté face, l'ensemble des ateliers (secteur R.S.M., Resolver, synchro, moteur) est un petit chef-d'œuvre : air conditionné, atmosphère dépoussiérée, blouses et chaussures spéciales pour les ouvrières, etc.

Côté pile, des chefs et des monitrices en nombre se comportant comme de véritables gardiens de bagne ; des cadences infernales et, résultant de cela, de fréquents évanouissements, des crises de nerfs et des larmes pour les travailleuses. Certains ateliers ont un quart d'heure de pause le matin, un autre l'après-midi ; cependant, les ouvrières sont tenues d'accélérer les cadences pour rattraper ce temps.

La Direction fait tout pour empêcher l'implantation syndicale à R.S.M. De fait, à la pression exercée sur les travailleurs s'ajoute le manque de battant des syndicats, qui hésitent un peu trop à forcer la pression patronale en envoyant les délégués dans ce secteur, comme ils en ont légalement le droit, et comme la Direction l'avait admis à la suite d'une grève.

DES RAISONS DE LUTTER

Celle-ci eut lieu à la fin de janvier 1963. Les ouvrières firent reconnaître les droits des délégués, mais aussi, entre autre, celui de « s'habiller et de se coiffer comme elles le désiraient ! »

Treize revendications furent satisfaites. La quatorzième : le départ du chef de service, ne le fut pas. Pourtant les travailleuses étaient prêtes à continuer la lutte pour l'obtenir. La C.G.T. qui écrivait le 24-1-63, avant la grève : « C'est aux femmes de se révolter avec l'aide du syndicat et de faire une nouvelle nuit du 4 août, avec comme objectif le départ de Dosch » (le chef en question) abandonna la revendication quand les choses devinrent sérieuses et eut du mal à le faire admettre.

DANS LES AUTRES SECTEURS

La discipline y est à peine moins stricte. Au câblage, atelier mixte, la maîtrise fait aussi du zèle : l'idéal patronal serait d'en faire un nouveau R.S.M. Pour ce faire, des tables individuelles séparées par des dessertes et des travées ont remplacé les vieux établis, et sont en enfilade.

Les débrayages sont peu suivis, cependant il y a cinq ans, le 15 décembre 1961, la quasi totalité du câblage débraya spontanément, réclamant la suppression du travail au boni — la C.G.T. réussit à imposer une simple révision des temps. Les travailleurs restèrent 3 jours en grève, complètement isolés, alors que le salaire de la majorité du personnel était lié au rendement. Une collecte fut organisée, quelques pétitions circulèrent.

Le travail reprit avec la promesse que les temps seraient revus par une commission paritaire. Le premier tract C.G.T. qui fit état de la grève parut trois semaines après le mouvement, le 5-1-62.

Personne n'avait plus envie alors de se mettre en grève.

LE TEMPS DES GREVES TOURNANTES

La méfiance des ouvriers vis-à-vis des grèves tournantes fit que, pendant plusieurs années, le calme plat régna dans l'usine. Ce ne fut qu'en mai 62 que les outilleurs reprenant une revendication de la C.G.T., débrayèrent avec pour objectif, la mensualisation. La C.G.T. sauta sur l'occasion pour faire démarrer les grèves tournantes, qui allaient alors bon train dans les autres centres CSF. Les ouvriers (à 50 %) arrêtèrent le travail par secteur, une demi-heure ici, une demi-heure là ; le Dessin débraya une heure, ainsi que plusieurs ateliers réclamant une grève unifiée dans les plus brefs délais. Le mouvement eut lieu, mais fut désamorcé par la Direction, qui accorda la mensualisation aux P3 ayant au moins un an d'ancienneté dans la qualification, mais en créant une nouvelle catégorie — les agents productifs. Les outilleurs ne vinrent pas au débrayage. La prime de salissure fut augmentée de 3 centimes et attribuée à certains ateliers qui n'en bénéficiaient pas.

Depuis, et hormis une grève de soutien aux mineurs en 63, les syndicats se contentent d'appeler aux habituelles journées nationales auxquelles les ouvriers prêtent de moins en moins d'attention. Les grèves du 17 mai 66 et du 1er février 67 furent les moins suivies — 15 à 20 % de grévistes, suivant les estimations optimistes.

LES ORGANISATIONS SYNDICALES ET POLITIQUES

Jusqu'à une date récente, il n'y avait que 3 syndicats à Guynemer : la C.G.T., la C.G.C. et un syndicat indépendant (C.G.S.I.).

Aux élections du C.E. en 62, la C.G.T. obtint 78 % des voix exprimées dans le premier collège et 42 % dans le second. La même année, elle obtint 81 % et 46 % aux élections de délégués.

La C.G.T. majoritaire a la haute main sur le C.E. et toutes ses forces étaient tendues pour la bonne marche des « œuvres sociales », toujours plus nombreuses, de la colonie de vacances à la cantine — sujet tabou : quiconque émet des doutes sur sa qualité, sur les capacités du gérant se voit taxé d'être un agent du patron, etc...

Les bureaucrates syndicaux, plus à l'aise autour du tapis vert, cherchèrent toujours à « arracher » les revendications au patron dans le cadre du C.E.

Début 63, des tracts C.F.T.C. apparurent et un an plus tard, la C.F.T.C. présenta des candidats pour le C.E. Sur le personnel inscrit, la C.G.T. obtint 50,72 % et la C.F.T.C. 17,43 %. Aux élections de délégués du personnel en juin 65, la C.F. devenue D.T. accusait un gain de 5 % dans le premier collège et de 15 % dans le second. En revanche, en juin 66, elle perdit une quarantaine de voix dans chaque collège.

L'apparition de la C.F.D.T. a fait disparaître le syndicat indépendant, dont certains militants se retrouvent à la C.F.D.T. Le syndicat C.G.T. se réjouît au début d'avoir maintenant un partenaire pour faire l'unité ; par la suite, le déplacement de voix en partie en sa défaveur, a commencé à lui faire craindre la concurrence de la C.F.D.T. quant à son rôle de gérant des « œuvres » et de garant de la paix sociale.

Actuellement, la C.G.T. regroupe 12 % du personnel et la C.F.D.T. 5 % environ. Par ailleurs, le P.C.F. apparaît quelquefois, avec son organe pour l'usine, *La Voix des Communistes*, diffusé irrégulièrement. Mais c'est surtout à travers la C.G.T. que ses militants interviennent le plus couramment.

COMMENT LES BUREAUCRATES « ANIMENT » LA C.G.T.

On a pu s'en rendre compte lors de la réélection, au mois de mars dernier, de la nouvelle C.E. (commission exécutive). Celle-ci est renouvelée habituellement tous les deux ans. C'est seulement après trois ans au moins que le bureau décida qu'il était urgent d'en réélire une.

Une réunion fut donc convoquée : 25 ouvriers et ouvrières y vinrent.

Une liste de 31 syndiqués fut présentée — 23 d'entre eux étaient présents.

Dans la discussion qui allait suivre, un travailleur s'étonna qu'on ne présente ni rapport d'activité, ni rapport financier ; trois ans ne s'étaient pas écoulés sans qu'il se soit rien passé ?

Un membre du bureau éluda la question sur un ton arrogant et l'on passa assez vite au vote.

Sitôt la liste adoptée, légèrement modifiée (après proposition, le nom d'un camarade qui n'assistait jamais aux réunions fut rayé), la nouvelle C.E. se réunit pour élire le nouveau bureau. Le président de séance exposa le rôle d'un bureau : coordination du travail, décisions sur les activités en fonction de l'orientation décidée, etc... et proposa de ne pas retomber dans les anciennes erreurs : le bureau sortant n'était composé que de délégués et se réunissait sur le temps de délégation ; le nouveau devrait se composer de non délégués et de délégués et se réunir en dehors du travail.

Un travailleur ajouta même qu'il serait mieux que le bureau ne comporte que des non délégués afin de pouvoir contrôler encore mieux le travail des délégués. On lui répondit que l'organe souverain était l'assemblée de syndiqués et pour le reste il importait peu ! Quand on sait à quelle fréquence se font les réunions, le nombre de présents et le genre de décisions qu'on leur permet de prendre, cela fait sourire amèrement.

Résultat : le bureau se composerait pour moitié de délégués et pour l'autre de non délégués.

... A la réunion suivante, le secrétaire par intérim proposait le nouveau bureau :

Il se composait de 6 délégués et de 3 non délégués et se réunirait pendant les heures de repas, en cas de décision urgente à prendre, pendant les heures de délégation !

Un camarade fit remarquer qu'on n'appliquait pas la décision prise précédemment. Aussitôt un délégué lui répondit vertement qu'il était là pour semer la division, et puis que de toute façon un tel qui était secrétaire, tel autre qui était trésorier devaient être au bureau ! ? Ainsi, avant même que le bureau lui-même soit élu, secrétaire et trésorier se trouvaient désignés d'office !

Comment s'étonner, après avoir vu ce style très particulier de démocratie syndicale, que les syndiqués et à plus forte raison les non syndiqués aient, ne serait-ce qu'envie de renforcer, ce qui devrait être leurs organisations !

LA PAROLE EST A NOUS

Extrait de la V.O. C.S.F. Issy.

A la réparation des Relais U, nous avons débrayé à plusieurs reprises au cours de ces deux dernières semaines pour protester contre les cadences qui nous sont imposées et pour obtenir une augmentation de la prime de 12 centimes, augmentation que l'atelier de montage avait déjà obtenue il y a dix mois.

C'est spontanément que pour réagir contre toute la chiourme qui nous entoure, nos camarades du montage, du bobinage, de l'empilage et des méthodes ont débrayé avec nous.

Mais maintenant, nous ne pouvons plus nous contenter de débrayages au jour le jour, ni de réunions à la cantine où les délégués nous répètent, sans plus, ce que nous avons lu le matin dans les tracts, ni attendre que la direction veuille bien accorder une entrevue qui n'apportera rien.

Nos revendications, précises au départ, sont maintenant noyées dans les revendications générales qu'avancent les syndicats depuis la mensualisation des horaires jusqu'à la suppression des abattements de zone.

Il est indispensable de repréciser ce que nous voulons obtenir et comme il est très probable que la direction ne cèdera rien devant des débrayages intermittents nous devons nous consulter et décider si nous sommes prêts à engager une lutte plus dure.

SALAIRE MENSUEL GARANTI

Bonne réaction à la section fraisage de l'Usinage Général: à l'arrivée d'un chrono, les fraiseurs ont quitté l'atelier et ont recommencé dans l'après-midi à la suite de l'entrevue, négative, avec le chef de secteur.

Nous savons bien à l'usine ce que représentait ce chrono: encore une diminution des temps et de cela, personne n'en veut.

Au contraire, nous devons faire nôtre la revendication de nos camarades du fraisage : suppression des temps.

Quand la S.N.C.F. réorganise sur le dos ...des cheminots et au profit des capitalistes

La S.N.C.F. a entrepris, depuis quelque temps déjà, la réorganisation de certains services, en particulier celui de M.T. (matériel et traction), dans le but de confier la réparation des machines, voitures, wagons, à des entreprises privées. Il serait même question, après l'étude d'un plan et dans la mesure des possibilités, de leur confier l'entretien courant du matériel, ainsi que l'a confirmé la direction de M.T. au Comité Mixte Central, du 27 janvier dernier.

A propos de cette réorganisation complète, on laisse entendre que 5.000 et même 7.000 emplois seraient supprimés au M.T.

DES DETACHEMENTS QUI SONT DES MUTATIONS

Pour commencer, on détache des agents de M.T. à EX (exploitation) ou V.B. (voies et bâtiments) en laissant croire que c'est pour une période déterminée, pour des raisons de service. Tout porte à croire que cela est faux et que ces « détachements » sont des mutations qui entrent dans le cadre de l'opération prévue. Or, ces agents de M.T. sont des ouvriers professionnels pour la plupart d'entre eux, et les tâches qu'ils auront à accomplir à EX ou à V.B. n'ont aucun rapport avec leur qualification.

Devant ces mesures, de nombreux cheminots ont manifesté leur mécontentement dans différents secteurs.

Le 20 mars dernier, on apprenait qu'au Landy « PEN » (Seine-Saint-Denis), 15 agents se trouvent ainsi déplacés, alors que techniquement ces déplacements ne sont pas justifiés, puisque les emplois ne sont pas supprimés.

Au Landy, les trois centrales syndicales sont représentées, et leur « action » a été pour le moins douteuse : elles savaient depuis fort longtemps toutes trois et elles n'ont pipé mot.

Il y a plus, deux d'entre elles, F.O. et C.F.D.T. ne se sont absolument pas manifestées, à croire qu'elles n'existent que pour vendre des cartes et des timbres ! Quant à la C.G.T., elle n'a, elle non plus, rien fait avant que l'annonce des détachements soit officielle. Et, depuis, elle n'a pas fait grand-chose, si ce n'est, bien sûr, de tenter de briser la volonté de lutte des cheminots.

Dès l'annonce des mutations, après bon nombre de discussions entre eux, les cheminots étaient résolus à manifester. Un ouvrier, rencontrant le chef d'atelier sur le chantier, lui demanda des explications au sujet des déplacements jugés inadmissibles. Celui-ci rétorqua : « Que voulez-vous... je sais... mais je n'y peux rien ». Ce cheminot lui répondit alors que le lendemain, tous les ouvriers seraient à son bureau, et, le lendemain, tous les ouvriers du secteur se retrouvaient devant le bureau du chef d'atelier pour manifester et déposer une motion. Ceci se passait le mercredi 22 mars.

Le 23, un délégué C.G.T. avec quelques camarades réunirent les ouvriers afin de les tenir au courant des faits, et les appelèrent une nouvelle fois à descendre au bureau du chef d'atelier pour chercher une réponse. C'est alors qu'intervint un autre délégué C.G.T. qui, lui, appela les ouvriers à se tenir tranquilles et à attendre le mardi suivant pour manifester. Mais les cheminots passèrent outre et décidèrent de descendre le jour-même au bureau. Une délégation fut reçue par le chef d'atelier mais, après discussion, elle n'obtint aucune réponse. Elle en rendit compte aux ouvriers et devant le mécontentement qui allait croissant, le délégué qui avait tenté de freiner le mouvement proposa de demander audience à l'ingénieur et d'aller en délégation chercher la réponse.

LE SYNDICAT A L'ENCONTRE DU VOTE DE LA MAJORITE

Le mardi 28 mars, donc cinq jour après, le premier délégué cité réunit les ouvriers et les appela à une action plus grande. Il les fit voter sur le dépôt d'un préavis de grève qui fut accepté à la majorité. (A la S.N.C.F., toute grève qui n'est pas précédée cinq jours avant le dépôt d'un préavis peut être déclarée illégale. Et seuls les syndicats ont le droit de déposer un préavis.)

Le même jour, on apprit que l'audience à l'ingénieur n'avait pas été demandée par le syndicat. C'était la deuxième fois que celui-ci montrait ouvertement à tous qu'il ne voulait que freiner le mouvement. Il n'en resta d'ailleurs pas là puisque le bureau syndical réuni refusa de déposer le préavis, prétextant que des mesures disciplinaires seraient prises par la direction S.N.C.F. C'était la troisième fois que la volonté de l'ensemble des travailleurs n'était pas respectée.

Le lendemain, 29 mars, se réunissait le 4e Congrès des cheminots de la Plaine-Landy. Et là, on passa la journée à discuter de l'exclusion d'un jeune militant C.G.T. Il faut croire que c'était plus important que d'organiser la lutte des ouvriers. Puis, pendant quelques jours, de la part du syndicat, se fut le silence complet.

Le mercredi 5 mars, le jeune militant exclu de la C.G.T. diffusait un tract signé de son nom. Il relatait son exclusion de la C.G.T. ainsi que son détachement à EX, dénonçant la collusion entre la S.N.C.F. et la C.G.T. Devant ce fait, les cheminots réagirent, demandant des explications au délégué de la C.G.T. Celui-ci, assez gêné, ne fit ce jour-là que de très brèves apparitions sur le chantier.

Devant « l'inaction » des syndicats, un autre militant C.G.T., candidat délégué suppléant, décida, de sa propre initiative, de relancer le mouvement.

Il rédigea un texte appelant les ouvriers à poursuivre l'action par le dépôt d'un préavis de grève et le fit signer. Inutile de dire qu'il ne fut pas aidé par le syndicat. Il obtint cependant la majorité des voix sur son texte. Il transmit alors ce texte au bureau du syndicat qui lui répondit que, maintenant, il fallait attendre, que le climat était moins bon. Cela est évident : le climat est moins bon, mais il y a deux semaines, le syndicat a-t-il profité de l'instant où celui-ci était meilleur pour agir ? Non !

Le syndicat n'a pas seulement manqué l'occasion, mais il a lanterné en espérant dégoûter les ouvriers de l'action, et les jeunes militants qui ont refusé de se laisser faire, se sont heurtés à eux.

Les ouvriers du Landy ne sont pas près d'oublier que, pour les syndicats, une grève ne peut venir que d'un mot d'ordre de la Confédération, mais surtout pas de la volonté de la base.

Quant aux premières mutations... c'est chose faite.

...la C.G.T. exclut les militants révolutionnaires qui veulent organiser la riposte

Alors que les ouvriers du Landy avaient à faire face à un problème de mutations (voir article ci-contre), la principale activité du syndicat C.G.T. a été consacrée, lors de son congrès, à exclure de ses rangs un des jeunes militants qui avaient tenté d'organiser la riposte aux mesures prises par la direction.

Depuis plus d'un an qu'il militait à la C.G.T., ce jeune cheminot avait remis sur pied la commission des jeunes. Cette commission réunissait régulièrement quelques syndiqués, et plusieurs activités nouvelles furent lancées : journal des jeunes, sorties théâtrales, etc...

COLLUSION S.N.C.F.-C.G.T.

Sa tâche ne fut pas aisée, car au lieu d'aide, les « responsables » syndicaux se limitèrent à lui faire des reproches sur ses positions, qu'elles soient politiques ou syndicales. Après avoir essayé, sans succès, de le faire entrer à la cellule du P.C.F. des cheminots de Saint-Denis, ils cherchèrent à savoir quelles étaient ses activités politiques. Et ils allèrent même, un peu plus tard, jusqu'à « informer » la direction du chantier du Landy à ce propos.

Bien entendu, il faisait partie du premier « détachement » pour un autre service. Il était facile de s'apercevoir ainsi qu'on cherchait à se débarrasser de lui car, étant donné son ancienneté, il n'aurait pas dû être inscrit sur la première liste. Il n'y avait d'ailleurs pas que la direction S.N.C.F. qui méditait un mauvais coup. Quelques jours après avoir appris son prochain détachement « en priorité », et alors qu'il aidait à organiser le mouvement de protestation face à ces mesures, mouvement dont se désintéressait le syndicat (pourtant déjà au courant depuis plus de six mois), celui-ci décidait de procéder à son exclusion.

UN CONGRES BIEN PREPARE...

Au congrès, le mercredi 29 mars, la surprise fut totale, du moins pour celui qui allait être exclu. Mais là, pour une fois, les staliniens avaient bien fait leur travail. Après avoir, avant le congrès, racolé des syndiqués d'autres secteurs (le syndicat Plaine-Landy couvre des secteurs géographiques et des services très séparés les uns des autres), tout en se gardant bien d'en parler au syndiqués du Landy PEN qui ne furent pas du tout consultés, les staliniens profitant d'une interruption de séance attaquèrent brusquement.

On lui reprocha tout d'abord le contenu du dernier journal des jeunes C.G.T. paru depuis 15 jours déjà et dont les articles avaient pu être consultés par tous au local du syndicat deux semaines avant sa parution. Les bonzes syndicaux n'avaient pas osé contester ces articles plus tôt car les dix jeunes de la commission les avaient acceptés à l'unanimité. Un délégué, à la tribune, crut bon d'intervenir d'ailleurs pour préciser que ce n'était pas aux jeunes de décider du contenu et qu'un responsable pouvait seul faire la censure.

Puis le jeune militant fut attaqué sur ses positions politiques et sur sa participation à la Voix Ouvrière. **En plus des calomnies habituelles, il fut ajouté par ceux siégeant à la tribune que par tous les moyens ils l'empêcheraient de s'exprimer par la** Voix Ouvrière **(ils l'ont tenté une fois en effet deux jours plus tard, mais devant l'attitude résolue des diffuseurs et la désapprobation des travailleurs, ils ne s'y sont pas risqué la quinzaine suivante).**

Dans sa réponse, le militant accusé put riposter que le contenu du journal avait été choisi démocratiquement par les dix jeunes réunis pour cela ; et que si l'idée de patrie se trouvait malmenée dans le poème de la dernière page, tous les jeunes se trouvaient d'accord pour l'insérer dans le journal. Il précisa aussi que pour lui la patrie ne représentait rien si ce n'est les intérêts de la bourgeoisie, et regretta que la majorité des membres de l'appareil soient tombés dans le chauvinisme le plus abject.

En ce qui concernait l'attaque politique, il répondit qu'en vertu des statuts nul ne pouvait dans cette salle condamner de cette manière ses opinions politiques ; que le syndicat devait être l'organisation de tous les travailleurs sans distinction et qu'il devait permettre à tous, même aux minoritaires, de s'exprimer librement. Il dit en outre que le syndicat ne devait pas être une Eglise dont on vénère les chefs et dont on suit la ligne en prêtant serment, et que si, de toute manière, une attaque purement politique n'avait pas lieu d'être dans une réunion syndicale, il se mettait à l'entière disposition de ceux qui voudraient discuter par ailleurs.

Il n'accepta pas, sur une proposition émanant de la tribune, de signer une déclaration stipulant qu'il cessait toute activité politique qui critiquerait la ligne de la C.G.T.

Il fut facile aux staliniens de faire voter l'exclusion car dans la salle, recrutés dans d'autres secteurs ou services, personne ou presque ne connaissait personnellement le militant en question. D'ailleurs, un autre militant du Landy PEN, qui connaissait lui l'accusé, refusa de participer au vote. Et il faut dire que l'atmosphère n'était pas à l'enthousiasme.

... MAIS QUI N'A PAS ATTEINT ENTIEREMENT SON BUT

Une semaine après son exclusion, ce militant révolutionnaire diffusa un tract pour expliquer à ses camarades de travail ses positions et son exclusion du syndicat. La majorité des équipes présentes ce jour-là lui firent un bon accueil. Une dizaine de ses camarades vinrent d'ailleurs le soutenir pendant une bonne partie de sa diffusion. Ayant fait une brève apparition sur le chantier, un délégué C.G.T., qui avait voté l'exclusion, eut à répondre à de nombreuses questions. Au point qu'après l'une d'elles, sans doute pertinente, d'un jeune travailleur le délégué, s'énervant, répondit « qu'il allait lui foutre son poing dans la gueule ». (On utilise les arguments que l'on a.) Il ne s'y risqua pourtant pas, repartit la tête basse et on ne le revit plus de la journée.

Une semaine après, les staliniens de la C.G.T. répondirent dans un tract. Ils essayaient assez maladroitement de tout mettre sur le dos de l'exclu. Mais, comme s'ils en avaient honte, ce tract ne fut pas largement diffusé et il ne fit pas changer ceux qui avaient sympathisé avec les positions révolutionnaires.

En essayant de bannir un militant ouvrier, la direction du syndicat lui a permis de trouver parmi ses camarades de travail de nombreux sympathisants. Les staliniens qui monopolisent la C.G.T. ont fait une fois de plus la démonstration de ce qu'ils sont : des gens ne représentant plus du tout les intérêts de la classe ouvrière.

Lorsque les ouvriers sont prêts à entamer une véritable action, ces responsables de la «grande C.G.T.» les freinent et les ramènent à la « raison ». Ils préfèrent se battre contre les moulins à vent (sauvegarde du chemin de fer par exemple) que pour de réelles revendications comme la garantie de l'emploi, les salaires, etc... Quant à ceux qui veulent lutter, les dirigeants de la C.G.T. cherchent, en collusion avec les patrons, à leur fermer la bouche. Au Landy PEN ils sont loin d'avoir réussi.

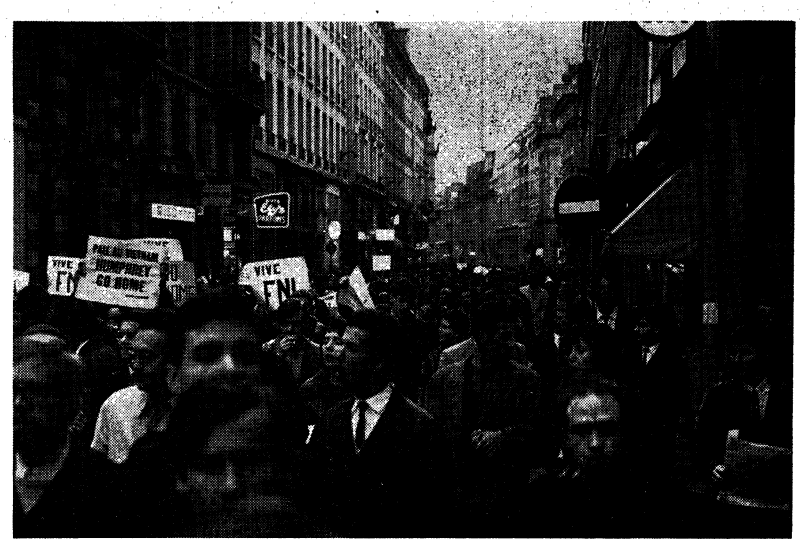
"LUTTE DE CLASSE"

Le numéro 3 (avril) de la « Lutte de classe », est paru. Au sommaire :

- les élections législatives et les candidatures trotskystes ;
- le gaullisme ;
- d'où vient et où va le P.C.F. ?
- le rôle et la nature de l'Etat dans les pays sous-développés.

Nos lecteurs peuvent se procurer la « Lutte de classe » auprès de nos vendeurs et à nos permanences.

HUMPHREY A PARIS



Il n'est pas une seule grande ville, visitée par le vice-président des U.S.A. au cours de son périple européen, qui n'ait été le lieu de manifestations hostiles à la politique américaine au Viet-Nam. Que ce soit en Italie, en Allemagne, en France ou en Belgique, partout il s'est trouvé des voix pour crier sur le passage de M. Humphrey leur haine de l'impérialisme.

Et les 100.000 manifestants de San-Francisco, les 250.000 de New-York sont là pour prouver qu'il n'y a pas que pour l'étranger que l'impérialisme américain est un « incompris » et que sur son propre territoire, chaque jour plus nombreux sont ceux qui prennent conscience du caractère de la guerre qu'il livre au peuple vietnamien.

Pour ne parler que de la France, il est bien difficile de préciser le nombre de ceux qui, toute la journée, de l'aéroport d'Orly à l'Arc de Triomphe manifestèrent leur solidarité au peuple vietnamien. Mais ils se comptaient sans aucun doute par milliers.

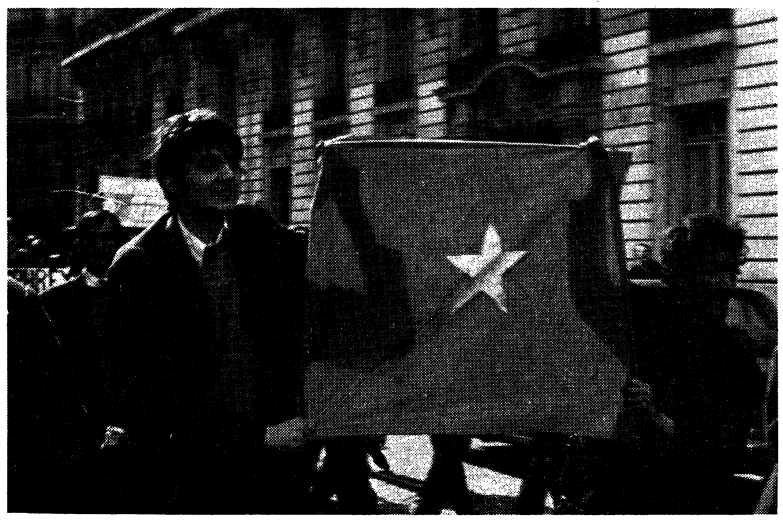
Et la brutalité du service d'ordre, qui s'en prit même aux photographes de presse, était là pour montrer que si de Gaulle, l'homme du discours de Pnom-Penh, fait étalage de positions libérales à propos du Vietnam, il n'en reste pas moins le fidèle allié de l'impérialisme américain, et qu'il tenait par-dessus tout à éviter la moindre tache sur le costume de son invité.

La presse bourgeoise s'est d'ailleurs vertueusement indignée du fait que des manifestants aient brûlé un drapeau américain. Brûler des villages au napalm, passe encore, mais un drapeau...

Au terme de son voyage d'information M. Humphrey ne peut plus avoir de doutes sur les sentiments qui animent, sinon la majorité de la population, du moins ceux qui sont prêts à manifester leurs idées dans la rue, malgré les matraques, envers la politique qu'il incarne.

Et il est bon que de telles manifestations aient eu lieu, ne serait-ce que pour exprimer la solidarité consciente de milliers de jeunes avec le peuple vietnamien.

Mais il ne faut pas oublier que l'internationalisme ne se limite pas à cela. Qu'ils en aient conscience ou pas, les travailleurs du monde entier sont solidaires du peuple vietnamien, pour qu'ils se heurtent à un même ennemi : l'impérialisme.



Et la meilleure façon d'aider le peuple vietnamien, c'est de lutter de la manière la plus résolue contre l'impérialisme là où nous pouvons l'atteindre, c'est-à-dire pour nous, contre la bourgeoisie de notre propre pays.

Et en ce sens les luttes de la classe ouvrière française, ne serait-ce que ses luttes économiques, peuvent faire bien plus que la bonne volonté et le courage de quelques milliers de jeunes manifestants.

Or, il faut bien remarquer que si la majorité des manifestants du 7 avril étaient des membres des diverses organisations du Mouvement de la Jeunesse Communiste, qui étaient là à l'appel de leurs organisations, le P.C.F. se garde bien, par contre, non seulement d'essayer de généraliser les luttes des travailleurs, mais encore de les appeler à manifester sur le terrain de leurs revendications économiques.

Tous les travailleurs, dit-il, ne sont pas mûrs. C'est possible. Mais les jeunes qui manifestèrent vendredi dernier n'étaient qu'une minorité, et cela n'en eut pas moins un retentissement certain.

Le vrai problème, c'est que le P.C.F. se refuse à mobiliser les travailleurs dans une lutte sérieuse, dans des manifestations qui le placeraient en face de ses responsabilités. Et ce n'est pas un hasard si depuis près de deux mois que des luttes grévistes importantes se déroulent dans le pays, on ne reparle plus de ces « journées nationales d'action » si à la mode auparavant.

Depuis des années, le peuple vietnamien lutte, héroïque mais isolé, contre l'impérialisme. Contre l'impérialisme français d'abord puis contre l'impérialisme américain. Et si les manifestations de solidarité envers cette lutte sont incontestablement des actes positifs, si les manifestations comme celles de vendredi prouvent que les jeunes prêts à « faire quelque chose » sont nombreux, il ne faut pas oublier qu'il n'y a, à long terme qu'une manière conséquente de l'aider : c'est d'œuvrer à la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire capable de diriger les luttes prolétariennes.

C. JUNG.

Manifestation contre la guerre du Vietnam aux U.S.A.

(Suite de la page 1)

Non moins caractéristique est la participation importante des Porto-Ricains qui ont le triste privilège de partager avec les noirs, le chômage, les bas salaires, et de vivre dans les infects taudis de leurs ghettos. Et c'est un important cortège de Porto-Ricains venant du quartier de « El Barrid » (à l'est de Harlem) qui s'est mêlé à la manifestation brandissant des pancartes où s'étalaient des slogans tels que : « Pas de Porto-Ricains au Vietnam ».

Une autre minorité a tenu à manifester son hostilité à la guerre. Il s'agit des « Peaux-Rouges » qui, ne représentant que 0,3 % de la population des U.S.A., fournissent 3 % des forces armées américaines au Vietnam.

La presse bourgeoise a tenu a présenter la manifestation de New-York comme une immense kermesse où les filles en mini-jupes côtoyaient les beatniks pour se fondre dans une foule bigarrée et joyeuse au-dessus de laquelle flottaient des drapeaux multicolores. En fait, si cet aspect de kermesse ne peut être passé sous silence (cette ambiance a d'ailleurs été voulue par l'immense majorité des organisations participantes), il faut vraiment être hypocrite pour ne retenir que cet aspect des manifestations du 15 avril. La meilleure preuve en est d'ailleurs donnée par l'attitude de « L'Association pour le progrès des gens de couleur » qui a refusé de prendre position contre la guerre du Vietnam, sous prétexte qu'une telle attitude gênerait le développement du mouvement pour l'égalité raciale. Désireuse comme toujours de ne pas déplaire à la bourgeoisie américaine, la N.A.A.C.P. a donc refusé de se joindre aux manifestations du 15 avril.

Et, s'il est vrai que les principaux organisateurs et dirigeants des dernières manifestations, les Luther King, Robert Burnette et autres pasteurs ne sont que des pacifistes de la plus belle eau, les dizaines de milliers de noirs et de Porto-Ricains qui ont protesté, dans la rue, contre la politique de l'impérialisme américain, ont voulu donner à ces manifestations un caractère tout différent : ces dizaines de milliers de parias que la bourgeoisie nord-américaine maintient en esclavage ont voulu montrer qu'ils sont solidaires de ceux qui, à des milliers de kilomètres, combattent pour pouvoir vivre libres, le même ennemi qu'eux: l'impérialisme.

F. DELAIN

VOIX OUVRIERE

29, rue de Château-Landon, Paris X^e^
Abonnement 6 mois : 10 F au nom de Maurice Schrœdt.
C.C.P. Paris 9424-78.

Directeur de publication : M. SCHRŒDT
Distribué par les N.M.P.P.
Imp. « E.P. », 232, r. de Charenton, PARIS-12^e^

PERMANENCES

● **PARIS :**

V^e^ arrondissement : Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge. Métro : Cardinal-Lemoine, **tous les samedis, de 15 à 17 h.**

X^e^ arrondissement : au siège de VOIX OUVRIERE, le **samedi de 16 h à 20 h, 29,** rue Château-Landon, Paris-10^e^.

XI^e^ arrondissement : Café « Au Rendez-vous des Chauffeurs », 33, av. Philippe-Auguste, le mercredi, de 17 h 30 à 19 h.

XIII^e^ arrondissement : Café « A l'Autobus - Chez Maxime », 117, avenue d'Italie. Métro : Maison-Blanche, le **jeudi, de 17 h 30 à 19 heures.**

XIV^e^ arrondissement : Café Champagne, 127, avenue du Général-Leclerc. Métro : Porte d'Orléans : **le mercredi, de 18 h 30 à 19 h 30.**

XV^e^ arrondissement : Café « Au Métro », place Balard, **tous les jeudis, de 17 h 30 à 19 h.**

XVIII^e^ arrondissement : Café « Le Souterrain », 47, boulevard Ney. Métro : Porte de Clignancourt, **le mardi, de 17 h 30 à 19 heures.**

● **BANLIEUE :**

ASNIERES. — Café « Le Cadran », place Voltaire, **le mercredi de 18 h à 19 h.**

AULNAY-S/BOIS. — Café « Le Commerce », 8, bd Gallieni (place de la Gare), **tous les vendredis de 17 h 30 à 19 h 30.**

BOULOGNE - BILLANCOURT. — Café « Le Phénix », 115, rue du Vieux-Pont-de-Sèvres (angle rue du Clamart, face au marché), **jeudis, de 18 h à 19 h,** au lieu **de 17 h 30 à 19 h.**

MONTREUIL. — « Le Tourangeau », 20, rue Gallieni (métro Croix de Chavaux), le **vendredi de 17 h 30 à 19 h.**

LEVALLOIS. — Café « Au Terminus du Métro », (angle quai Michelet - rue A.-France), **tous les mercredis, de 17 h 30 à 19 h.**

● **PROVINCE :**

BESANÇON. — Café chez MARLIN, chemin des Près-de-Vaux, **tous les jeudis à partir de 4 heures du matin.**

— « Café le National », quai de Strasbourg, **tous les jeudis de 17 h à 19 h.**

BORDEAUX. — Café « le Régent », cours Victor-Hugo, **tous** les **jeudis de 18 h à 19 h.**

LYON. — Café « Le Clos Vert », 113, rue de la Guillotière (face église Saint-Louis), le **samedi, de 17 h à 20 h.**

— Café « Les Etats-Unis », 137, avenue du Pr-Beauvisage, Lyon-8^e^, **le mercredi, de 18 h à 19 h.**

BOURGES. — Café-Tabac-Bar, 22, rue Henri-Laudier (près gare), **les jeudis 20 avril et 4 mai, de 19 h à 20 h.**

BRIVE. — Café du Musée, boulevard du Salan, **tous les jeudis, de 17 h à 19 h.**

CLERMONT-FERRAND : « Café de France », 22, place Delille, **les jeudis, de 17 h à 19 h.**

DIJON. — Café « La Renaissance, rue Chabot-Charnoy, **tous les vendredis, de 18 h à 19 h 30.**

GRENOBLE. — « Café d'Autrans », 5, cours Berriat, **tous les jeudis, de 17 h 30 à 19 h.**

— Café « Le Normandy », place Grenette, **tous les jeudis, de 15 à 17 heures.**

LILLE. — Café « Le Saint-Michel », place Philippe-le-Bon, **tous les mercredis, de 15 h à 16 h 30.**

MARSEILLE. — Bar de la Treille, 15, place J.-Guesde (pl. d'Aix), **les jeudis 20 avril et 4 mai, de 8 h à 20 h.**

ROUEN. — Café « Le Bretagne », place du Vieux-Marché, **tous les vendredis, de 17 h 30 à 19 h 30.**

SAINT-CHAMOND. — Bar-restaurant Marius Russias, 4, rue Gambetta, **le vendredi, de 18 h 30 à 19 h 30.**

SAINT-ETIENNE. — Café « Ambiance-Bar », 2, rue des Tréfileries, **le jeudi, de 15 h à 16 h.**

SAINT-NAZAIRE. — Café « Paris-Sports », place Marceau, **le samedi, de 16 h à 17 h.**

SOCHAUX. — Café de la Gare, **vendredi 28 avril 1967, de 13 h à 14 h.**

TOULOUSE. — Café « Le Béarn », place Saint-Michel, **tous les vendredis, de 18 h à 19 h 30.**